



Agence DIAPASO – Estelle GRANET
168 rue de Wazemmes, 59000 Lille
Tél.03 61 92 97 13 – Port. 06 73 51 45 60
Courriel : contact@diapaso.fr

Ville d'Aubervilliers

Diagnostic social partagé des quartiers

Landy-Marcieux Plaine-Pressensé

(Actualisation du diagnostic 2007)

Mars 2010

SOMMAIRE

DEROULEMENT DE LA DEMARCHE	3
PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SECTEUR	
<i>Évolution démographique du secteur</i>	5
<i>Les grands projets en cours</i>	8
LOGEMENT ET CADRE DE VIE	
<i>Le logement, une priorité qui perdure</i>	11
<i>Cadre de vie et perception des espaces publics</i>	14
<i>Orientations et pistes d'action</i>	17
RELATIONS SOCIALES ET VIE DE QUARTIER	
<i>Un sentiment d'abandon persistant</i>	19
<i>Un manque d'espaces et de supports de convivialité</i>	20
<i>Un lien social de plus en plus fragilisé</i>	22
<i>Orientations et pistes d'action</i>	24
EDUCATION ET FORMATION	
<i>Des modes d'accueil de la petite enfance encore insuffisants</i>	27
<i>Accès des enfants et des jeunes aux sports et aux loisirs</i>	28
<i>Éducation et scolarité</i>	29
<i>Orientations et pistes d'action</i>	32
PAUVRETE, EMPLOI ET INSERTION	
<i>Le secteur le plus pauvre de la ville</i>	34
<i>Accès à l'emploi : une multiplication des solutions de débrouille</i>	36
<i>Orientations et pistes d'action</i>	38

DEROULEMENT DE LA DEMARCHE

L'enjeu sur le secteur consistait à actualiser le diagnostic social partagé réalisé en 2007 sur le quartier du Landy et à mettre en œuvre un diagnostic complémentaire sur la partie du Marcreux. Pour ne pas mobiliser outre mesure les partenaires du secteur, pour la plupart largement impliqués dans la démarche mise en œuvre en 2007, des choix méthodologiques spécifiques ont été effectués.

- Une première réunion a été organisée avec les professionnels intervenant sur les quartiers Landy et Marcreux. Ce temps de travail a permis, d'une part, de revenir sur les constats formulés en 2007 et d'en observer les évolutions éventuelles, d'autre part de dresser un bilan de la mise en œuvre du plan d'action élaboré à l'issue du premier diagnostic, pour en mesurer l'état d'avancement et les freins. Sur la base de ce travail, le groupe a été amené à définir :
 - Les données complémentaires susceptibles d'être recherchées sur le quartier du Landy, et notamment la parole des jeunes qui n'avait pu être recueillie en 2007.
 - Les questionnements qui devaient guider la mise en œuvre d'une phase de consultation des habitants du Marcreux.
- Une fois passée cette phase de consultation des habitants, les partenaires du Marcreux ont été réunis à deux reprises pour prendre connaissance des données recueillies, croisées avec les évolutions statistiques observables à la lecture des résultats du recensement de 2006, réagir et analyser l'ensemble de ces éléments à la lumière de leurs propres connaissances et pratiques professionnelles et enfin co-produire des orientations et pistes d'action répondant aux problématiques prioritairement identifiées.
- Une troisième rencontre a été organisée, au cours de laquelle les professionnels du Landy ont rejoint les partenaires du Marcreux, pour asseoir l'analyse à l'échelle du secteur et partager les orientations et pistes d'action.

Au total, une dizaine de professionnels ont, aux côtés de la coordonnatrice de quartier, Sophie Durel, participé à la démarche, représentant le Service communal d'hygiène et de santé, le Service social, la Maison des Jeunes du Landy (OMJA) ou encore la Maison des Pratiques de Bien-être de Santé. Ces deux dernières structures ont notamment joué un rôle moteur dans la consultation des habitants, la première en mobilisant un groupe de jeunes sur le quartier du Landy, la seconde en co-organisant, avec le relais des assistantes sociales et de l'ASEA, l'ensemble des groupes consultés sur le Marcreux.

Six groupes d'habitants ont pu être consultés, soit quelques 70 personnes à l'échelle du secteur. L'animation et la prise de notes ont été assurées par la coordonnatrice de quartier et les partenaires.

- Équipe d'animation et habitants relais : 12 personnes présentes, dont 5 femmes et 7 hommes. Ce groupe n'a été volontairement réuni qu'une seule fois, puisque les participants avaient participé à l'élaboration du précédent diagnostic. L'objectif de la rencontre était alors de revenir avec eux sur les grands constats dressés en 2007 pour en observer les évolutions.
- Jeunes garçons usagers de la Maison des Jeunes du Landy : groupe difficile à mobiliser malgré

le relais de la Maison des Jeunes. Trois jeunes seulement ont participé, âgés de 14, 17 et 18 ans. L'un ne s'est pratiquement pas exprimé au cours de la seule réunion qui a pu être organisée. Dans l'ensemble, le groupe a semblé très peu s'approprier la démarche et a, dans ses réponses, témoigné d'une certaine méfiance, se traduisant notamment par le refus d'aborder les problèmes et difficultés du quartier.

- Jeunes filles du Landy : 6 jeunes filles de 15 et 16 ans, fréquentant le groupe de hip-hop de la Maison des Jeunes ont été consultées. Ces dernières ont été beaucoup plus investies dans la démarche que les garçons. Les liens qui existent entre elles ont aussi facilité leur mise en confiance et favorisé une dynamique de groupe positive.
- Jeunes du Marcreux : 9 participants dont 6 filles et 3 garçons âgés de 12 à 16 ans. Tous se connaissent et fréquentent la Maison des Pratiques de Bien-être et de Santé, notamment le soutien scolaire qui y est mis en œuvre par l'OMJA.
- Habitants du Marcreux : 30 personnes ont pu être consultées, dont une majorité de femmes d'une quarantaine d'années, essentiellement mères au foyer résidant dans le parc ancien dégradé. Ce groupe, principalement composé d'usagers de la Maison des Pratiques de Bien-être et de Santé a été facilement mobilisable. L'appui à la démarche des assistantes sociales, que la plupart des personnes connaissent, a représenté un atout.
- Nouveaux habitants du Marcreux : ce groupe a été particulièrement difficile à organiser malgré les efforts de mobilisation mis en œuvre par les partenaires du quartier. En complément de la diffusion d'un Info-Quartier présentant la démarche de diagnostic, un travail de porte-à-porte a été mené pour préciser aux habitants des nouvelles constructions, les objectifs et dates des rencontres. Malgré le bon accueil fait à la démarche, trois personnes seulement se sont présentées et la réunion a été reportée pour permettre de mobiliser plus largement. Une deuxième tentative a donc été prévue, par le biais de courriers personnalisés à des personnes cibles. Seules deux femmes ont répondu présentes, dont l'une très en retrait au cours de l'échange, n'a livré que très peu d'éléments.

Enfin, nous pouvons regretter l'impossibilité d'organiser un groupe d'habitants représentant la zone du Pressensé. L'absence d'équipements publics et le cloisonnement très fort de ce secteur sur lequel les professionnels peinent à s'implanter n'ont pas permis, dans les courts délais impartis à la mise en œuvre du diagnostic, d'y mobiliser les habitants.

Présentation du diagnostic - Pour inscrire le travail mené sur le secteur dans la continuité du diagnostic social partagé précédemment réalisé sur le Landy et du programme d'action en ayant découlé, nous rappellerons pour chacune des thématiques abordées dans ce travail, les grandes problématiques identifiées en 2007.

PRESENTATION GENERALE DU SECTEUR

Le secteur se découpe en quatre sous-bassins que le canal et l'A86 rendent fortement imperméables les uns par rapport aux autres.

- Ainsi, le Pressensé, situé au Nord, reste fortement coupé du reste de la ville par l'autoroute et semble souffrir d'un fort sentiment d'abandon. D'autant plus qu'aucune structure albervillarienne n'est encore implantée sur ce secteur, alors qu'au contraire des équipements sont prévus aux Francmoisins, sur St-Denis. L'ouverture d'un local géré par l'OMJA et proposant de l'aide aux devoirs pourrait être une amorce pour réinvestir cette partie de la ville.
- A la différence du Pressensé, le Landy concentre pratiquement tous les équipements publics présents sur le secteur. Pour autant, ce quartier, situé à l'ouest du canal, reste encore extrêmement cloisonné. « *Par rapport à la ville, les gens du Landy disent : je vais à Aubervilliers. C'est plus facile d'aller à Paris par le RER qu'à Aubervilliers : il faut marcher à pieds 15 minutes, le bus c'est l'horreur, c'est bondé, c'est une ligne très longue* » (source : groupe d'analyse partagée).
- De l'autre côté du canal, le Marcreux, au contraire vit plutôt tourné vers le centre-ville d'Aubervilliers dont il est limitrophe. Landy et Marcreux communiquent encore assez peu. « *Les gens du Landy ne vont pas au Marcreux et vice-versa* » et ce malgré les équipements présents de part et d'autre. « *Il y a quelques femmes du Landy qui vont à la Maison des Pratiques, quelques jeunes qui viennent à la Maison de Jeunes mais les familles ne veulent pas trop qu'ils y aillent* » (source : groupe d'analyse partagée). La rupture du canal y est pour quelque chose, d'autant plus que le trajet entre les deux quartiers est assez peu attrayant, avec notamment la traversée de ce qui est perçue comme « *la partie vide du Marcreux* », un long périmètre autour des rues de l'Échange et de St-Denis dépourvu de commerces, de bus et parsemé d'espaces déqualifiés. Enfin le cloisonnement semble aussi largement lié à la mauvaise image dont souffre le Landy.
- La Plaine, enfin, ne peut pas être encore considérée comme un bassin de vie. Zone de friches et d'entrepôts, elle ne compte que peu d'habitations. Ce secteur s'engage toutefois dans un processus d'aménagement qui lui donnera sans doute, dans les années à venir, une identité très tranchée par rapport au reste du quartier.

En raison de ces cloisonnements, la population n'a pas développé de sentiment d'appartenance commun à l'échelle du quartier. Les choses semblent pourtant pouvoir doucement évoluer. Dans le cadre de la démarche quartier, des visites de l'ensemble des sous-secteurs ont déjà été organisées, notamment pour suivre les différents projets. L'équipe d'animation semble également refléter de possibles rapprochements puisque ses membres représentent de façon assez équitable les différents sous-secteurs.

I – Évolution démographique du secteur

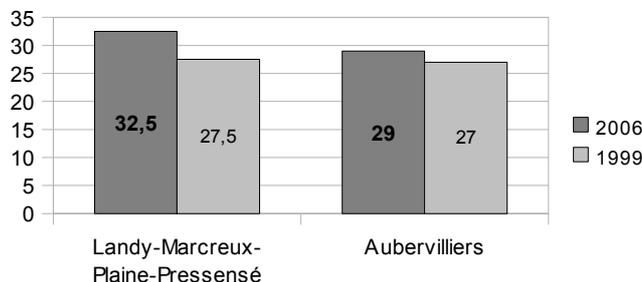
Précaution : le changement de méthodologie de recensement de l'INSEE implique de prendre en compte des marges d'erreur plus grandes lorsqu'on descend à l'échelon infra-communal. Sur une unité de 2 000 personnes (soit un IRIS en moyenne), ces marges d'erreur peuvent s'élever jusqu'à 4,5%. Sur des échantillons encore plus fins, elles peuvent atteindre 8 %. C'est pourquoi, chaque fois que nous procéderons à un cadrage statistique à un échelon inférieur au quartier, nous devons prendre en considération cette fragilité des données.

Le secteur a connu entre 1999 et 2006 une hausse importante de population (+ 23 % contre 16 % à l'échelle de la ville). Il comptait, en 2006, quelques 6 648 habitants, dont une majorité concentrée sur la partie Nord, à savoir les quartiers Landy-Marcreux et Pressensé (5 134 habitants). Le nombre d'habitants a cependant pu évoluer depuis 2006 sous le coup des nouveaux programmes de construction mais aussi des relogements opérés dans le cadre du programme de rénovation urbaine de la zone intercommunale Cristino Garcia-Landy.

1. Un secteur de plus en plus jeune

On observe une augmentation très forte de la proportion de jeunes au sein de la population du secteur Landy-Marcreux-Plaine-Pressensé. Présents dans les mêmes proportions qu'à l'échelle de la ville en 1999, les moins de 20 ans sont, en 2006, sur-représentés sur le secteur, avec une progression de 5 points.

Part des moins de 20 ans, en % de la population totale (INSEE 99 et 06)



Au contraire, sur la même période, s'observe un recul du nombre d'habitants de plus de 60 ans. Ces derniers ne représentent plus, en 2006, que 8,5 % de la population totale du secteur contre 13,5 % en 1999. Conséquence de cette double évolution, les quartiers du secteur Landy-Marcreux-Plaine-Pressensé comptent désormais parmi les plus jeunes de la ville, avec un indice de jeunesse¹ culminant à 3,9, contre 2,15 en moyenne communale (source : INSEE).

2. Des familles nombreuses sur-représentées

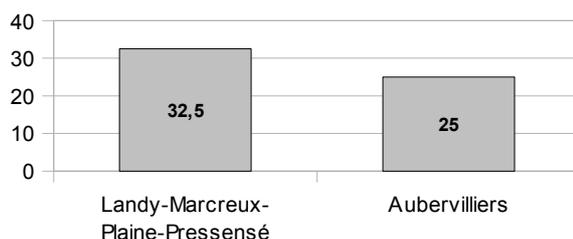
Le secteur était en 1999 marqué, notamment sur le quartier Landy, par une très forte représentation des personnes isolées, principalement des hommes. Cette caractéristique, qui peut en partie s'expliquer par la présence d'un foyer de travailleurs migrants accueillant quelques 400 résidents, se

¹ Nombre de personnes de moins de 20 ans sur nombre de personnes de plus de 60 ans.

maintient en 2006 : 35 % des ménages sont composés d'une seule personne, à savoir un homme dans la majorité des cas. Mais, parallèlement, le nombre de familles avec enfants tend à augmenter (source INSEE).

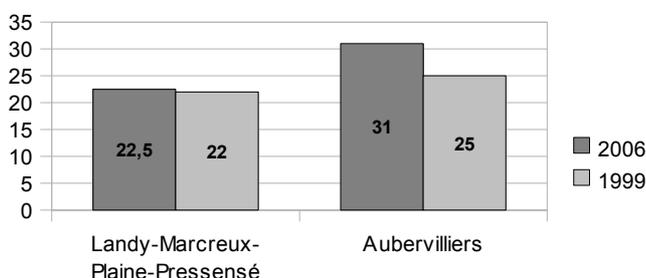
La proportion de ces dernières parmi l'ensemble des ménages se rapproche désormais de la moyenne communale. Et parmi ces familles, celles pouvant être considérées comme familles nombreuses (au moins 3 enfants) sont sur-représentées². Leur nombre a d'ailleurs augmenté entre 1999 et 2006, même si, comparé à l'évolution globale de la population, elles sont proportionnellement légèrement moins présentes.

Part des familles nombreuses en % du total des familles avec enfant (INSEE : 2006)



Par contre, la monoparentalité reste, comme en 1999, proportionnellement moins marquée qu'à l'échelle de la ville. Alors que la part des familles monoparentales a subi une très légère hausse sur Aubervilliers dans son ensemble, elle est restée pratiquement stable sur le secteur Landy-Marcreux-Plaine-Pressensé.

Part de familles monoparentales, en % de la totalité des familles avec enfants (INSEE 99 et 06)

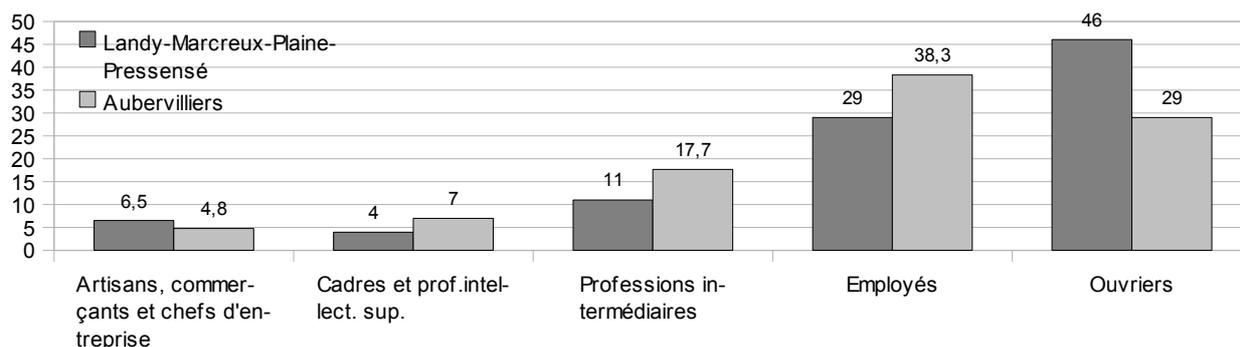


3. Des quartiers ouvriers marqués par les vagues successives d'immigration

Le secteur reste marqué par une très forte proportion d'ouvriers, la plus importante constatée à l'échelle de la ville. Par rapport à 1999, leur poids au sein de la population active a cependant diminué, au profit d'une augmentation des professions intermédiaires (+ 3 points), des cadres et professions intellectuelles supérieures (+ 3 points) et des artisans, commerçants et chefs d'entreprise. Cette CSP est d'ailleurs, en 2006, plus représentée sur le secteur qu'à l'échelle de la ville (source : INSEE).

² C'est même le secteur de la ville sur lequel elles sont proportionnellement les plus nombreuses.

Répartition des actifs de 15 à 64 ans par CSP, en % du total des actifs (INSEE 2006)



Historiquement, le secteur a connu, depuis le XIXe siècle, des vagues d'immigration successives liées aux besoins de main-d'œuvre des industries locales. Après l'immigration espagnole, les quartiers Landy-Marcieux ont accueilli des populations venues d'Afrique et du Maghreb. Ces dernières sont aujourd'hui rejointes par des familles issues d'Asie et d'Asie centrale. En 2006, le secteur est, de tous les quartiers de la ville, celui sur lequel les habitants de nationalité étrangère sont les plus représentés : 53 % de la population totale. Avec plus de 6 % de ménages arrivés en 2006 depuis moins de 5 ans de l'étranger, le secteur Landy-Marcieux-Plaine-Pressensé est également, juste derrière Vilette-Quatre-Chemins, le deuxième plus important territoire d'accueil des populations primo-arrivantes d'Aubervilliers.

II – Les grands projets à l'échelle du secteur

Le secteur Landy-Marcieux-Plaine-Pressensé est sans doute celui qui, dans les années à venir, subira les plus profondes transformations, tant en matière d'urbanisme que de peuplement.

1. Le renouvellement urbain en cours

En novembre 2007, une convention a été formalisée avec l'Agence nationale de rénovation urbaine pour mettre en œuvre un programme de résorption des dysfonctionnements constatés sur le territoire intercommunal Cristino-Garcia-Landy. Le projet actuellement en cours poursuit plusieurs grands objectifs :

- *La résorption de l'habitat indigne* : démolition de plus de 140 logements du parc privé insalubre et de 30 logements sociaux, amélioration du parc social existant par la réhabilitation de 60 logements et la résidentialisation de 80 autres.
- *La diversification de l'offre de logements* dans un objectif de mixité sociale et de redensification démographique : construction de 674 logements diversifiés (304 sociaux, dont un quart très sociaux, 88 logements en locatif libre et 276 en accession à la propriété)
- *Le renforcement de la mixité urbaine des fonctions* : Aménagement d'une offre tertiaire de locaux destinés à terme à accueillir plus de 1 900 salariés, création d'une cité artisanale pour les TPE, aménagement d'un pôle commercial de proximité sur une surface totale de 1 500 m²

(parmi les projets à l'étude : une supérette, une boulangerie, une pharmacie, une banque, une brasserie...)

- *Le désenclavement du quartier et notamment son ouverture sur le Canal Saint-Denis* : restructuration du réseau viaire et d'espaces publics avec le percement de plusieurs voies nord-sud, la requalification et l'élargissement du square central de quartier, la requalification de l'ensemble des voiries et l'ouverture sur le canal par un cheminement piéton.
- *Le développement et la restructuration du réseau d'équipements publics* : création d'un équipement central de quartier (groupe scolaire intercommunal de 26 classes avec centres de loisirs primaire et maternel et plateau sportif) restructuration du centre Roser (réalisée) et agrandissement et installation dans les lieux de la nouvelle Maison des Jeunes, création d'un nouvel accueil PMI.

La rénovation urbaine s'accompagne également de la mise en œuvre d'une convention de gestion urbaine de proximité (GUP) destinée à améliorer les prestations en développant des interventions concertées et coordonnées et en faisant évoluer les pratiques professionnelles. Sur le Landy, la gestion d'attente des friches, la lutte contre la mécanique sauvage et l'accompagnement des chantiers en site urbain dense comptent parmi les enjeux majeurs pour l'amélioration du cadre de vie du quartier.

2. La restructuration de la Plaine

Au-delà du Landy, c'est le secteur dans son ensemble qui est actuellement en pleine mutation avec, outre des programmes de construction, trois projets d'envergure :

- Prévu dans la zone de La Plaine, le pôle universitaire Condorcet accueillera plusieurs grandes écoles et cursus universitaires spécialisés dans les sciences sociales, ainsi que des laboratoires du CNRS et une médiathèque. Au total, 12 000 usagers sont attendus
- Le centre commercial de la Porte d'Aubervilliers, dans le sud du secteur, est en cours de construction. A terme, c'est un nouveau quartier qui doit émerger dans cette zone jusqu'à présent très peu peuplée. Aux côtés des surfaces commerciales, seront regroupés des bureaux, hôtels et équipements dédiés à l'audiovisuel. A l'angle des rues Proudhon et Gardinoux, la réalisation d'une place s'accompagnera de la construction de logements, autour de la future station de métro prévue pour 2012.
- Une partie du secteur, notamment le quartier du Marcreux, bénéficiera également d'une intervention pour la résorption de l'habitat indigne, dans le cadre du Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés pour lequel la ville d'Aubervilliers a été retenue en décembre 2009

En attendant, le logement et l'amélioration du cadre de vie sont encore revendiqués comme des priorités pour les habitants consultés sur le secteur, et principalement sur le quartier du Marcreux.

LOGEMENT ET CADRE DE VIE

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

L'habitat insalubre et de taille trop petite constituait en 2007 la problématique prioritaire exprimée par une bonne partie de la population. Un collectif de vigilance pour le droit au logement avait d'ailleurs été constitué, d'abord autour des hôtels meublés de la rue Gaëtan Lamy, puis plus largement sur les questions d'habitat.

A l'époque, les habitants consultés souhaitaient, pour la majorité, rester dans le quartier, avec l'espoir d'une amélioration globale des conditions de vie. Les nombreuses familles non concernées par une procédure de relogement dans le cadre des démolitions exprimaient notamment leur inquiétude de ne pouvoir accéder aux nouveaux logements.

Le diagnostic révélait des tensions déjà présentes dans les relations avec les nouveaux habitants, se traduisant par des agressions, des marques d'animosité voire des dégradations. L'attention était attirée sur les risques d'une aggravation de ces tensions dans le cas où les habitants actuels du quartier se sentiraient exclus des programmes à venir.

A l'heure d'actualiser ce diagnostic, la mise en œuvre du programme de rénovation urbaine était déjà bien avancée sur le quartier, puisque la Maitrise d'ouvrage urbaine et sociale chargée des relogements a été mise en place et que plusieurs programmes de construction sont programmés ou déjà en cours : Olivetti (110 logements sociaux et logements en accession à la propriété), quai Adrien Agnès (26 logements sociaux) et programme Eiffage (accession à la propriété, travaux en cours). Des aménagements ont été apportés au programme, notamment une augmentation du pourcentage des PLAI³ parmi les constructions programmées.

Mais les espoirs de changement liés au renouvellement urbain restent largement mêlés d'inquiétudes quant à l'évolution du quartier et à la place que les habitants actuels y occuperont. « *Construire des logements privés, c'est bien. Mais il faut aussi des logements sociaux pour ceux qui partent et veulent revenir* ». Si la rénovation urbaine est bien perçue par les personnes consultées comme un enjeu fondamental pour le secteur, la peur d'être « dépossédé » du quartier et de passer à côté des améliorations continue à s'exprimer. D'autant plus que, depuis 2007, la dégradation du lien social semble s'être poursuivi sur le Landy (voir relations sociales et vie de quartier) et que, selon le groupe d'analyse partagée, un vrai fossé sépare toujours plus les catégories de population.

Sur le Marcreux, par contre, le logement a constitué la problématique centrale des habitants consultés, qu'ils s'agissent des adultes (l'ensemble des participants du groupe d'usagers de la Maison des Pratiques de Bien-être et de Santé ont déclaré chercher à changer de logement) ou des jeunes qui, eux-aussi, y ont fait référence.

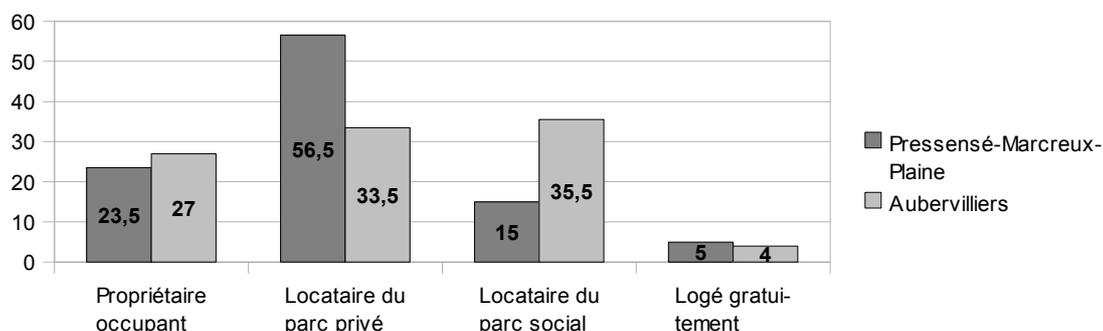
³ *Prêt locatif aidé d'intégration : destiné à la construction de logements loués à des personnes cumulant des difficultés économiques et sociales et susceptibles de nécessiter un accompagnement social renforcé.*

I – Le logement : une priorité qui perdure, notamment sur le Marcreux

A l'échelle du secteur, le nombre de logements a, entre 1999 et 2006, subi une légère baisse. Mais le nombre de résidences principales a, au contraire, légèrement progressé pour s'élever, au dernier recensement à 2 226. Cette évolution semble principalement liée à une réduction de la vacance qui est passé de 15,5 à 10,5 % sur l'ensemble du secteur.

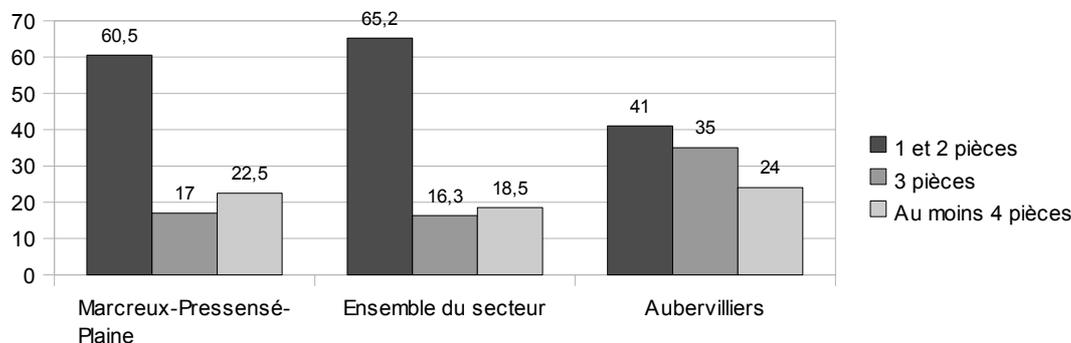
Toujours à l'échelle du secteur, une écrasante majorité de la population vivait encore, en 2006, dans le parc locatif, et plus spécifiquement dans le parc locatif privé : 67,5 % des résidences principales, contre 56 % en 1999 (source : INSEE). Ces chiffres restent toutefois indicatifs dans la mesure où ils ne tiennent pas compte des relogements et des mutations en cours dans le cadre du programme de rénovation urbaine. C'est pourquoi, nous nous concentrerons sur une analyse des statistiques concernant 2 IRIS et englobant une grande partie du quartier du Marcreux, le Pressensé et la Plaine⁴. Une zone sur laquelle nous observons aussi, en 2006, une sur-représentation des locataires du parc privé :

Statut d'occupation, en % du total des résidences principales (INSEE 99,06)



Le secteur reste aussi caractérisé par une forte concentration de petits logements alors que dans le même temps, les familles nombreuses y sont fortement plus représentées qu'à l'échelle de la ville (voir Présentation générale).

Nombre de pièces des résidences principales, en % du total des résidences principales (INSEE 06)

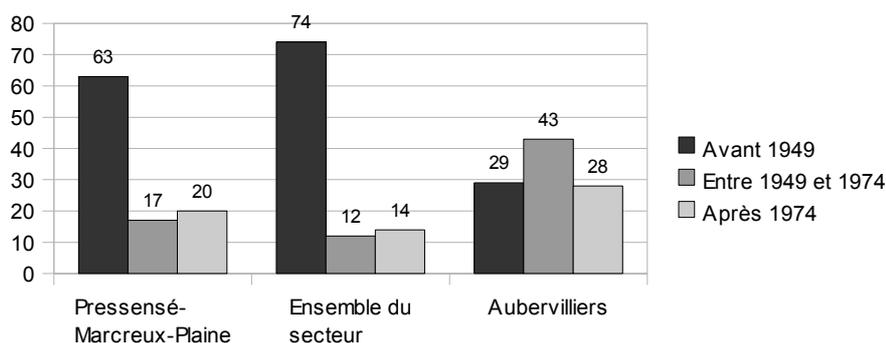


⁴ Avec toutefois la nécessité de prendre en compte les possibilités de marges d'erreur importantes en fonction du faible échantillonnage sur lequel reposent, à cette échelle, les données INSEE.

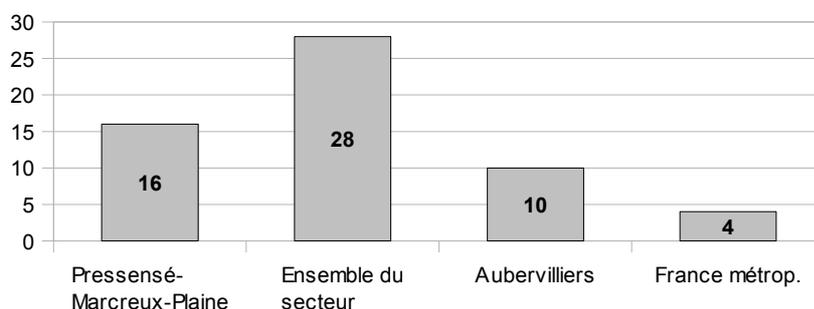
Au regard de ces données et des caractéristiques des ménages, la problématique de sur-occupation largement mise en évidence sur le Landy en 2007, semble également concerner le reste du secteur. Les habitants consultés sur le Marcreux en ont largement fait état, de même que les professionnels réunis au sein du groupe d'analyse partagée. Cette sur-occupation se double en outre d'une problématique de dégradation forte d'un parc ancien et, dans certains cas, sous-équipé.

- En effet, à l'échelle du secteur, près de trois résidences principales sur quatre dataient en 2006 d'avant 1949. Et le niveau d'équipements sanitaires de ce parc ancien était particulièrement faible puisque 28 % des résidences principales ne disposaient pas d'une salle de bain avec douche ou baignoire, contre 10 % à l'échelle de la ville et 4 % seulement en France métropolitaine (source : INSEE 2006)
- Sur le Landy, cet indicateur a sans doute été amené à évoluer positivement depuis le dernier recensement, sous l'influence des relogements mis en œuvre dans le cadre du programme de rénovation urbaine et même si beaucoup de ménages souffrent encore de situations de logement très difficiles. Mais la zone correspondant à une partie du Marcreux, au Pressensé et à la Plaine, présente également des indicateurs plus défavorables qu'à l'échelle de la ville, tant en terme d'ancienneté du parc que d'équipement sanitaire.

Période de construction des résidences principales, en % du total des résidences principales (INSEE 06)



Résidences principales ne disposant pas d'une douche ou d'une baignoire, en % (INSEE 06)



Les habitants consultés sur le quartier du Marcreux vivent pratiquement tous des situations d'insalubrité. Problèmes d'humidité et de fuite, infiltrations, manque d'isolation entraînant des difficultés de chauffage, sanitaires sur le palier, présence de rats et de cafards... tant les adultes que les jeunes ont dressé un portrait extrêmement difficile de leurs conditions de logement. Des situations auxquelles

les professionnels intervenant sur le Marcreux se disent confrontés au quotidien. Des bâtiments sont particulièrement pointés du doigt, notamment dans la rue du Port. « *Le Service communal d'hygiène et de santé passe mais cela reste toujours des solutions temporaires. Les propriétaires ne font rien* ». Des propriétaires « *juste présents pour encaisser les chèques* » mais qui n'apportent aucune réponse, n'entreprennent aucun travaux. « *Les logements et leurs habitants sont laissés à l'abandon* » (source : consultation des habitants).

- Ces logements sont, pour beaucoup, loués par des « marchands de sommeil » pratiquant en outre des loyers élevés au regard du budget des ménages. Des caves, des sous-sols sont ainsi occupés par des familles avec enfants. Mais des ateliers clandestins font également leur apparition dans le quartier. Enfin, plusieurs squats sont identifiés par les professionnels, dans des logements vacants ou dans des bureaux, notamment rue St-Denis et rue du Port.
- Selon le groupe d'analyse partagée, certains logements dégradés seraient également occupés par le biais des réseaux migratoires : des propriétaires-occupants loueraient ainsi tout ou partie de leur bien à des compatriotes privés d'autres solutions⁵. Sans avoir toujours les moyens d'entretenir ces logements. En effet, une partie du parc semble en voie de dégradation en raison de l'impossibilité des co-propriétaires à entreprendre les travaux nécessaires (source : groupe d'analyse partagée).
- Comme partout le mal-logement débouche sur une multitude de troubles sanitaires : si les cas de saturnisme infantile sont en recul à l'échelle de la ville, les maladies respiratoires, dont l'asthme et les allergies restent des problèmes sanitaires récurrents largement subis par la population du Marcreux. Des troubles d'ordre psychologiques sont également soulignés par une partie des habitants consultés : stress, angoisse perturbant le sommeil, dépression, envie de rentrer au pays... Sans compter les conséquences directes sur la vie des familles et le développement des enfants. « *Ils sont contents de partir à l'école et tristes de rentrer à la maison. [...] Pour les parents, c'est dur d'expliquer pourquoi le copain ou la copine a sa propre chambre et pourquoi sa maison est belle. On ne peut répondre que par une promesse que la situation va changer un jour* » (source : consultation des habitants du Marcreux).

Face à cette problématique, les familles du Marcreux semblent bien informées de leurs droits et des dispositifs dans lesquels elles peuvent s'inscrire. Tous les habitants, y compris les jeunes, évoquent spontanément les APL comme une aide non négligeable. Toutes les personnes consultées souffrant de difficultés de logement ont déposé et renouvellent tous les ans une demande d'accès au parc social. Dans le cadre du Droit au Logement Opposable, des dossiers ont également été montés avec le soutien des assistantes sociales, mais qui n'ont abouti pour l'instant à aucune solution. Tous les réseaux d'accompagnement sont mobilisés mais les professionnels eux-mêmes avouent leur découragement et leur sentiment d'impuissance face à l'ampleur des besoins et le peu de solutions (source : groupe d'analyse partagée).

Ce désarroi des professionnels fait écho au sentiment très fort d'abandon développé et exprimé par une grande partie des habitants consultés sur le Marcreux. « *Pour la mairie, on a l'impression qu'on*

⁵ Notamment en raison de situations administratives non régularisées.

n'est pas prioritaire car on a déjà un logement ». Un sentiment que les nouvelles constructions renforcent : « *on les voit, mais elles ne sont pas pour nous* » (source : consultation des habitants). Et que peut encore accentuer, par contraste, le renouvellement urbain sur le Landy en attendant que le programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD), pour lequel Aubervilliers a été retenu en décembre 2009 et qui concernera un territoire à cheval sur le Marcreux et le Centre-ville, ne se traduise en actions concrètes.

Mais même ce programme risque, dans un premier temps, de ne pas suffire à réduire le sentiment d'abandon dont souffre la population logée dans le parc indigne. Face à la persistance des difficultés, les professionnels du quartier soulignent, parfois, des réactions paradoxales de rejet des propositions de relogement pouvant être faites. Certaines familles auraient ainsi déjà refusé plusieurs logements. Une situation qui peut s'expliquer par les attentes démesurées, parfois presque de l'ordre du fantasme, que ces familles, confrontées depuis des années à des situations d'insalubrité, ont au fil du temps investies dans l'idée d'un relogement. Comme si les propositions qui leur sont faites ne pouvaient en aucun cas être à la mesure des rêves qui, pendant si longtemps, leur ont permis de tenir. Les procédures de relogement doivent prendre la pleine mesure de ce paradoxe.

- Le regard que les jeunes consultés sur le quartier portent sur le logement social collectif est par exemple révélateur. Malgré les situations de logement extrêmement difficiles dans lesquelles ils peuvent se trouver, la plupart estime que les logements sociaux sont de toute façon trop petits. Ces mêmes jeunes expriment un refus de relogement dans le parc social collectif et renvoient une image extrêmement négative des « cités ».
- Cette perception peut être liée aux retours que leur font certaines familles précédemment relogées dans d'autres quartiers et notamment dans des secteurs d'habitat collectif. Malgré la mise en place d'un accompagnement social, ces relogements constituent toujours des moments délicats, dans le sens où ils peuvent impliquer l'affaiblissement de certains réseaux de solidarité et liens de voisinage mais aussi des difficultés d'appropriation du nouveau logement et, dans le cas d'un habitat collectif, des modes de cohabitation. Les relations parfois tendues avec les anciens habitants des quartiers sur lesquels sont relogées ces familles, voire le rejet dont elles peuvent parfois être la cible⁶, accentuent encore les difficultés d'adaptation.

II – Cadre de vie et perception des espaces publics

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

La priorité des habitants consultés en 2007 sur le quartier du Landy concernait la délimitation des espaces publics et la clarification de leurs usages, notamment dans le sens d'un renforcement de la sécurité des enfants. Une demande de fermeture du nouveau square Roser était par exemple exprimée, avec des horaires définis et des espaces de jeux consacrés aux différentes tranches d'âge.

La circulation intempestive de motos et de scooters, avec les nuisances sonores qu'elle implique et, encore une fois, la mise en danger des enfants, constituait une gêne et un motif

⁶ Voir diagnostic social partagé du secteur Nord, particulièrement sur le quartier Robespierre-Cochennec-Péri.

d'inquiétudes. Ces pratiques, ainsi que la mécanique de rue et les dégradations constatées sur les véhicules en stationnement, débouchaient sur un sentiment d'insécurité, renforcé par la quasi absence de dialogue entre les générations et des interventions de la Police municipale jugées insuffisantes.

Régulièrement discutés au sein des Conseils de quartier, ces problèmes, du fait de leur persistance, ont alimenté un sentiment d'amertume et de « ras le bol » chez les personnes s'impliquant dans les instances de concertation.

Depuis 2007, la mise en œuvre du programme de rénovation urbaine et la gestion urbaine de proximité tendent à apporter des améliorations. D'autres actions ont pu être mises en place pour répondre aux problématiques constatées. La création de la police municipale, et son intervention coordonnée avec la police nationale, ont permis une réduction des pratiques de mécanique sauvage. Pour autant, la création de lieux de vie et l'amélioration des espaces publics, tant dans le sens de leur propreté que de leur 'pacification', restent des attentes très fortement exprimées par les jeunes filles et par les membres de l'équipe d'animation et habitants relais rencontrés en 2009.

- Ces derniers estiment d'ailleurs qu'avec les relations intergénérationnelles, la propreté des espaces publics, la gestion des friches et la lutte contre l'insécurité ou le sentiment d'insécurité constituent désormais les priorités du quartier du Landy. A défaut, ce sont les relations sociales qui peu à peu sont amenées à se dégrader. « *Pour recréer du lien social, il faut pouvoir se balader tranquillement dans son quartier, s'asseoir au parc, sans des canettes et des ordures tout autour, sans les flaques d'huile. Aujourd'hui, on passe. Mais il n'y a pas de vie dans le quartier* » (source : consultation des habitants du Landy).
- L'amélioration de la propreté constitue également une demande exprimée par les jeunes filles du quartier pour lesquelles la construction de logements ne paraît pas suffisante. Mais au-delà de l'entretien, ce sont les conditions de co-présence dans l'espace public qu'elles semblent avant tout vouloir clarifier. Une attente qui s'exprime dans la demande d'aménagement d'aires supplémentaires de jeux pour les enfants mais aussi d'une salle de danse pour elle-même et d'une salle de sport. « *Comme ça, les garçons feraient de la musculation au lieu de traîner dans les rues* ». La complexité des rapports filles-garçons (voir Relations sociales et vie de quartier) semble en effet réduire fortement les possibilités d'appropriation des espaces publics par les jeunes filles.

Les problématiques soulevées par les habitants du Marcreux apparaissent assez proches de celles repérées sur le quartier du Landy. Le manque de propreté des espaces publics est ainsi un motif d'insatisfaction fortement relayé au sein des différents groupes, y compris par les jeunes.

- Déjections canines, détritres jetés au sol... les comportements d'une partie de la population sont, comme sur d'autres quartiers, particulièrement visés, alors qu'aucune plainte n'est exprimée quant aux interventions techniques. Les professionnels réunis en groupe d'analyse partagée, pourtant, notent parfois un manque de réactivité dans certains travaux de maintenance, avec des lampadaires défectueux, des trottoirs par endroit fortement dégradés.

- A défaut d'une extension de la gestion urbaine de proximité déployée sur le périmètre de rénovation urbaine, des outils de signalement des dysfonctionnements, de concertation et de suivi des interventions apparaissent donc nécessaires, d'autant plus que la déqualification des espaces publics contribue fortement à dévaloriser l'image du quartier, renforçant encore le sentiment d'abandon exprimé par une partie de la population.

Tous les habitants consultés sur le quartier ont également exprimé le manque d'espaces verts et de jeux pour enfants. Le parc Eli Lotar, outre qu'il pâtirait aussi d'un manque de propreté, présente plusieurs limites. C'est d'une part sa situation géographique, en bordure du canal dans une zone du quartier perçue comme un « *no man's land* » en raison de son absence de commerces, d'équipements ou de lignes de bus. C'est aussi la présence de groupes d'adultes qui en débouchant sur un sentiment d'insécurité freine son utilisation par les familles, et notamment les mères et de leurs enfants.

- Les jeunes rencontrés dans le cadre du diagnostic proposent alors un réaménagement de cet espace, avec l'installation de jeux destinés aux enfants mais aussi la possibilité d'un équipement sportif de plein air pour les plus âgés. Une façon de reprendre possession d'un lieu qui pourrait représenter un poumon sur le quartier et peut-être favoriser un trait d'union entre les quartiers du Landy et du Marcreux.
- La demande d'aménagement d'un petit square au cœur du quartier a également été formulée. Un projet en ce sens, sur une parcelle faisant face aux jardins communautaires de la Maison des Pratiques, avait du être abandonné faute de financements.

Enfin, la consultation des habitants du Marcreux a mis en avant certaines difficultés de circulation sur le quartier (manque de visibilité en certains endroits, aggravé par la vitesse excessive de certains véhicules, besoin de mieux sécuriser les abords des équipements scolaires et le carrefour devant la Maison des Pratiques), ainsi que la nécessité d'un renforcement des transports collectifs. Ce besoin de renforcement, qui s'exprime à l'échelle de l'ensemble de la ville, s'avère particulièrement crucial sur un secteur où, en 2006, seulement 37,5 % des ménages disposent d'au moins une voiture, contre plus de 49 % à l'échelle de la ville (source : INSEE 2006).

- L'amplitude horaire et la fréquence de passage des bus seraient trop limités, les horaires ne correspondraient pas, dans certains cas, aux besoins de la population. Enfin, toute une partie du quartier n'est actuellement pas desservie, ce même secteur que la population tend à qualifier de *no man's land*, à savoir le chemin de l'Echange, la fin de la rue du Port (vers le canal), la rue de St-Denis ainsi que le Pressensé.
- Cette problématique avait déjà été mise en avant au Landy, à l'occasion du diagnostic 2007, avec une différence d'appréciation très nette selon les personnes consultées, celles possédant un véhicule se déclarant satisfaites de la situation géographique du quartier à proximité des infrastructures routières, Les habitants non motorisés, au contraire, témoignaient déjà de leurs grandes difficultés de déplacement, au quotidien. La ligne 173, en particulier, posait problème pour son engorgement et la basse fréquence des passages. L'amplitude horaire de circulation a, depuis, été prolongée jusqu'à minuit. Les liaisons avec la porte d'Aubervilliers, essentielles pour beaucoup de salariés, s'avéraient quant à elles insuffisantes en semaine et en soirée.

III- Orientations et pistes d'action

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

Pistes d'action évoquées en 2007

- Accompagnement des transformations du quartier et prise en compte des craintes des habitants actuels afin de faciliter l'intégration des nouveaux
- Recensement, en partenariat avec le service logement, de toutes les demandes de logement des habitants du quartier afin d'évaluer la possibilité, pour les habitants actuels dont les logements ne sont pas démolis, de bénéficier des nouveaux logements
- Échanges et collaboration entre les partenaires de quartier et la MOUS relogement.
- Actions de prévention sur la sécurité des enfants dans l'espace public et la sécurité routière
- Prise en compte des différents usages des espaces dans les plans d'aménagement
- Constitution d'un comité d'habitants sur l'aménagement du nouveau square Roser
- Réflexion sur l'accès au permis de conduire, notamment en lien avec le volet linguistique
- Idée de navette Landy-Centre ville dans le cadre de projets d'insertion

Actions réalisées

- Courrier collectif des partenaires du quartier à M. le Maire pour alerter sur le décalage démolitions/reconstructions dans le programme de rénovation urbaine
- Réunions d'échanges avec la MOUS relogement
- Document de synthèse transmis au cabinet en charge de l'aménagement du square
- Proposition d'une méthodologie de consultation des habitants pour l'aménagement du square
- Réalisation d'un diagnostic de Gestion urbaine de proximité et d'un plan d'actions sur les questions de propreté, de cadre de vie, d'accompagnement des transformations, de gestion des friches, etc
- Document de synthèse transmis à la RATP

Propositions émanant de l'actualisation du diagnostic :

- **Accélérer la requalification des espaces publics**
 - **Landy : améliorer la gestion des friches**
 - Mise en place d'une gestion concertée dans le cadre de la GUP
 - Projet Land'Art : construction éphémère et végétale
 - **Marcreux : mise en place d'un outil de suivi et de signalements et renforcement d'une intervention coordonnée des services sur les problématiques récurrentes**
 - Organisation de réunions partenariales et de visites en marchant susceptibles

- d'impliquer des habitants (dont les membres de l'équipe d'animation)
 - Mise au point d'une fiche type de signalements et d'outils de suivi des interventions
 - Identification de personnes référentes auxquelles faire remonter les signalements dans les différents services
- **A l'échelle du secteur**
 - Relancer la communication autour du dispositif Allo Agglo
 - Opérations de sensibilisation et communication autour de la gestion des déchets (tri sélectif, fonctionnement des déchetteries, etc.)
- **Renforcer les espaces verts sur le quartier**
 - **Relancer la réflexion autour du projet d'aménagement d'un square au cœur du quartier du Marcreux**
 - Étudier les possibilités de financement du côté des politiques de développement durable. Lister les appels à projet
 - Possibilité d'impliquer une équipe d'habitants dans l'aménagement, le fleurissement et l'entretien de cet espace : proposition formulée par les jeunes du quartier
 - **Favoriser l'appropriation par les familles du parc Eli Liotar**
 - Renforcement de la propreté du site
 - Organisation de petits événements festifs destinés aux familles du secteur
- **Apporter une réponse à la demande de sécurisation de certains axes routiers**
 - **Installer des ralentisseurs au carrefour de la Maison des Pratiques**
 - Demande récurrente de la structure et de ses usagers
 - **Mieux sécuriser les abords des écoles sur le quartier du Marcreux**
 - Déploiement d'agents chargés d'assurer d'encadrer la circulation, devant les écoles, à la sortie des enfants.
- **Renforcer les solutions de transports collectifs et la desserte du secteur**
 - **Interpellation politique de la RATP**
 - Amélioration des lignes 173 et 139, dans le cadre de la réorganisation des transports liée à l'arrivée du métro.
 - **Expérimentation de solutions de co-voiturage dans le cadre de la mise en place d'une bourse d'échanges et de savoirs**
 - Utilisation du blog et de la boutique de quartier du centre-ville comme espace ressource
 - Appel aux volontaires par Info-Quartier et Aubermensuel

RELATIONS SOCIALES ET VIE DE QUARTIER

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

Tous les groupes rencontrés en 2007 regrettaient l'absence ou l'insuffisance des services publics dans plusieurs domaines : la sécurité la santé et la vie sociale et culturelle pour les adultes. En effet, la non intervention, sur le quartier, de la police et des pompiers, le refus fréquent des médecins ou infirmiers de s'y déplacer, la distance jusqu'à la Poste et l'absence d'équipements à vocation socioculturelle destinés aux adultes renforçaient un sentiment d'exclusion et de discrimination.

I – Un sentiment d'abandon persistant

Sur le quartier du Landy, la mise en œuvre du programme de rénovation urbaine ne semble pas, pour l'instant, se traduire par une inversion de la tendance exprimée en 2007. Le même découragement, le même sentiment d'impuissance continue à s'exprimer. « *Depuis une dizaine d'années, non seulement c'est le ras-le-bol mais les réunions sont houleuses. A chaque réunion, on dit la même chose. Il n'y a pas d'écoute de la part des institutions, il y a une fracture* », déplore ainsi une partie des personnes consultées dans le cadre du groupe équipe d'animation et habitants relais. Les anciens habitants, notamment, disent ne plus avoir autant envie de s'investir : « *ne nous faites pas travailler sur des projets qui ne verront pas le jour* ».

Le nombre réduit de personnes consultées sur le Landy, de même que le profil particulier de ces dernières⁷ ne permet pas de généraliser ce sentiment à toute la population. Toutefois, ce même ressenti transparait en partie dans les propos tenus par certains jeunes, notamment les jeunes filles qui déplorent pêle-mêle un manque d'activités, de commerces, et surtout l'état de dégradation des espaces publics qui contribuerait à isoler le Landy du reste de la ville. « *Les autres quartiers se moquent de nous. Ils disent que le Landy, c'est sale* » (source : consultation)⁸. Cette impression d'abandon ne sera sans doute pas amenée, sur le Landy, à régresser sans une transformation visible de la physionomie du quartier et de l'image qu'il véhicule auprès du reste de la population de la ville.

Mais ce sentiment d'abandon se retrouve aussi très fortement sur le quartier du Marcreux. « *On est mis à part* » ou encore « *rien ne bouge* », une partie des habitants consultés sur ce quartier a témoigné du fait de se sentir « *délaissés* » par les pouvoirs publics. Encore une fois, les opérations en cours sur d'autres zones du secteur risquent d'ailleurs de renforcer encore, par contraste, ce ressenti, cette impression de ne pas « *être écoutés* », que l'absence de solution au problème du logement contribue à alimenter. D'autres habitants évoquent le manque de contact avec les élus locaux : certains déplorent même des délais d'attente très longs pour obtenir un rendez-vous.

⁷ *Membres de l'équipe d'animation et habitants relais*

⁸ *Seuls les jeunes garçons, au final, semblent se satisfaire de l'évolution du quartier où, selon eux, les difficultés auraient été résolues. Un discours à prendre toutefois avec précaution en raison des conditions très particulières de l'échange. Trois jeunes seulement étaient présents dont un qui ne s'est pas exprimé. L'entretien s'est déroulé dans un climat de grande méfiance, avec des jeunes refusant obstinément d'aborder des problèmes ou de formuler des besoins. La présence d'un animateur de l'OMJA a sans doute également contribué à renforcer la posture de retrait du groupe.*

- S'expriment ici les attentes parfois démesurées construites autour de la figure de l'élu, perçu comme interlocuteur exclusif et parfois tout puissant pour résoudre les difficultés. Une perception qui ne tient pas compte, en outre des temporalités institutionnelles d'intervention.
- Toutefois, des efforts de communication, de dialogue et de présence sur les quartiers les plus frappés par le sentiment d'exclusion peuvent s'avérer nécessaires, de préférence dans un rapport collectif, pour ne pas entretenir, par une relation qui se développerait uniquement sous la forme de permanences ou de rendez-vous individuel, un rapport à l'élu envisagé exclusivement comme moyen de résoudre ponctuellement des difficultés personnelles.

Mais ce sentiment d'abandon n'est pas seulement liée à la visibilité de l'action politique municipale sur le quartier. Les professionnels eux-mêmes disent parfois partager cette impression d'un quartier « abandonné », une impression qu'ils rapprochent du manque d'espaces et de supports au développement d'une vie collective dans la proximité (source : groupe d'analyse partagée).

II – Un manque d'espaces et de supports de convivialité

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

Le manque de lieux de rencontre pour les adultes avait été exprimé dans tous les groupes. Les espaces de socialisation tournaient souvent autour des enfants, alors que les habitants ne disposaient pas d'équipements culturels ou d'activités leur permettant de se rencontrer et de faire de nouvelles connaissances. De nombreux habitants soulignaient également la difficulté d'accès à l'information, entre autres municipale, en dépit de la distribution régulière d'Aubermensuel et des Infos Quartier.

Les habitants rencontrés sur le Landy pour actualiser le diagnostic 2007 ont réaffirmé ce besoin, à l'échelle du quartier, de lieux de rencontre susceptibles de servir de support aux relations sociales. La restructuration du centre Roser représente en ce sens une opportunité dont les partenaires du quartier et les groupes d'habitants constitués doivent se saisir. Mais ce nouvel équipement ne pourra pas répondre à l'ensemble des besoins car, dans la demande de lieux de rencontres, c'est aussi l'idée d'une cohabitation possible dans des espaces non institutionnalisés qui s'exprime.

La situation s'avère similaire sur le quartier du Marcreux où les habitants consultés ont témoigné d'un manque de structures en matière de loisirs et de lieux de rencontre formels ou informels. Seul équipement implanté sur le quartier, la Maison des Pratiques de Bien-être et de Santé joue un rôle fondamental pour l'animation de la vie de quartier. Cette structure, fortement identifiée et bien appropriée par une partie de la population, notamment les femmes confrontées à des difficultés de logement, se pose pratiquement en maison de quartier et représente un espace de socialisation fondamental pour une partie de ses usagers⁹. Le jardin communautaire mis en place par la structure représente également un lieu d'échanges et de convivialité important pour les familles qui s'y impliquent.

⁹ Voir évaluation du Contrat Urbain de Cohésion Sociale d'Aubervilliers

Mais, que ce soit sur le Landy ou sur le Marcreux, les équipements ne peuvent pas représenter les supports exclusifs de la vie de quartier. En effet, même aussi bien implantée que peut l'être, par exemple, la Maison des Pratiques de Bien-être et de Santé, ces équipements ne touchent encore que certaines tranches de population. Les publics qui s'y retrouvent, par leur seule présence, marquent symboliquement les structures, ce qui aboutit à une appropriation parfois difficile par d'autres catégories d'habitants. Une réflexion autour de la recherche de mixité des publics représente donc un enjeu d'autant plus important dans le secteur Landy-Marcreux-Plaine-Pressensé amené à connaître, dans les années à venir, de profondes mutations sociales. Mais si le développement de cette mixité peut représenter une orientation, les processus de séparation spontanément mis en œuvre par les différentes catégories de population représenteront toujours un frein¹⁰. D'autres espaces, plus informels et quotidiens, s'avèrent nécessaires. Or c'est surtout là que le bât blesse à l'échelle du secteur, d'abord en raison de la faiblesse du tissu commercial de proximité.

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

Le manque de commerces de proximité était identifié comme un problème majeur, à la fois pour l'organisation de la vie quotidienne et pour le rôle d'animation de la vie sociale que les boutiques peuvent remplir. L'arrivée annoncée d'une supérette dans le quartier suscitait de fortes attentes, mais également des inquiétudes quant à son accessibilité au plus grand nombre. Les habitants craignaient qu'elle ne bénéficie qu'aux nouveaux habitants et ne soit pas adaptée aux revenus de la population actuelle du quartier, plutôt intéressée par une enseigne discount.

- En 2010, la dégradation du commerce de proximité reste un constat amer pour les habitants interrogés. « *Quand je suis arrivé, les commerces, ça grouillait, c'était des lieux de rencontre. J'ai trouvé du boulot en allant chez l'épicier* ». La fermeture des commerces, la spécialisation des enseignes se répercutent dans la perception que la population a de la vie de quartier. « *Quand je suis arrivé, il y avait trois cafés. Là, il en reste un seul. Les gens ont l'impression que c'est aride, il n'y a pas de boulangeries, pas de kiosque à journaux, tout est centralisé vers la mairie. Vers chez moi, il n'y a que des Chinois qui ne vendent pas au détail* ». Les attentes sont importantes quant à la réalisation du pôle Olivetti mais des inquiétudes continuent à s'exprimer. D'un côté, le besoin d'une enseigne discount est réaffirmée, notamment par le groupe des jeunes filles. De l'autre, une partie des habitants craignent que ce pôle, situé en retrait, ne contribue à vider le cœur du quartier : « *tout dans le centre commercial et rien dans nos rues* » (source : consultation des habitants).
- Sur le Marcreux, la proximité du marché et des commerces du centre-ville constitue un atout important, largement valorisé par les habitants consultés. Au contraire, la partie Ouest du quartier, aux abords du canal est sous-dotée en commerces de proximité¹¹. Ces derniers se concentrent plutôt dans la rue Heurtault et rue du Moutier. Mais ces commerces, où pourraient

¹⁰ De nombreuses recherches en sciences sociales ont mis en évidence les mouvements parallèles d'auto-identification à certaines catégories et de différenciation par rapport aux autres tendant à une restructuration permanente du corps social.

¹¹ Ce qui accentue encore sa perception comme un secteur « vide », un « no man's land »

s'effectuer des échanges éphémères voire se nouer des relations de voisinage, semblent très peu fréquentés par les familles. Plusieurs facteurs entrent en jeu, parmi lesquels les contraintes financières - « *c'est juste pour dépanner* » - mais aussi les craintes résultant des abords peu engageants de certaines enseignes. Les trottoirs, ainsi que certains angles de rue, notamment rue du Port, rue Heurtault et à proximité des cafés, sont en effet parfois des lieux de regroupements exclusivement masculins qui dérangent et inquiètent notamment les femmes.

La présence de groupes constitue également l'une des raisons de la difficile appropriation, par une partie de la population, des espaces publics du Landy et du Marcreux. C'est par exemple le cas du parc Eli Lotar, sur le Marcreux. Les nuisances ou les craintes que provoquent parfois cette présence, particulièrement en soirée, s'ajoutent au constat d'une dégradation de ces espaces. Ces derniers ne sont alors plus perçus comme des lieux dans lesquels il est possible de s'installer, de vivre ensemble, mais exclusivement comme des espaces de passage (voir Logement et cadre de vie), au mieux indifférents, au pire insécurisants.

Le sentiment d'insécurité reste très prégnant sur les quartiers Landy et Marcreux. Les échanges autour de l'identité du quartier et le sentiment d'appartenance ont ainsi, au Marcreux, très vite dérivé sur la sécurité et la peur que les personnes rencontrées disent ressentir, notamment en soirée. Sur le Landy, seul le groupe des jeunes garçons, une nouvelle fois, se veut optimiste : « *avant il y avait quelques problèmes, mais maintenant, c'est calme* ». Les jeunes filles se sont, quant à elles, avérées beaucoup plus explicites, faisant référence à des épisodes passés de violence liés à des conflits entre groupes issus de différents quartiers, mais aussi à des nuisances liées à l'occupation de certains espaces. L'insécurité demeure enfin une problématique centrale pour les adultes consultés sur le quartier et, comme en 2007, le manque d'intervention de la Police nationale a été souligné.

L'insécurité serait, selon certains, la raison première pour laquelle une partie du corps médical refuserait parfois de se déplacer sur le quartier. Une situation qui, au quotidien, contribue donc en tout cas au sentiment d'abandon et, selon les habitants, à la mauvaise réputation du quartier. « *Quand je dis où j'habite, les gens ont des fois peur* » [...] « *Mes amis, ma famille ne veulent plus venir* » (source : consultation des habitants). Certains secteurs sont particulièrement stigmatisés, tels que, sur le Marcreux, la rue du Port. Et cette stigmatisation, à son tour, accentue le repli sur soi et contribue à fragiliser le lien social.

II – Un lien social de plus en plus fragilisé ?

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

La population africaine et la population « blanche » avaient très peu de contacts, de même que les jeunes et les adultes. Cette méconnaissance débouchait sur le développement de préjugés, largement regrettés par les habitants consultés.

Le quartier avait autrefois une véritable culture de la fête que les habitants regrettaient beaucoup. Le manque de salles adaptées, à la fois pour des fêtes de quartier ou des événements culturels et pour des fêtes privées, était perçu comme participant du délitement du lien social sur le quartier.

Depuis 2007, les habitants consultés sur le Landy constatent que la dégradation des relations sociales se poursuit, en dépit des équipements et des actions menées sur le quartier. La phase de transition dans laquelle se trouve actuellement le Landy, du fait de la rénovation urbaine, pèse certainement dans ce constat. « *Le problème, c'est qu'on a démoli avant de reconstruire. Ceux avec qui ont avait des liens sont partis* » (source : consultation des habitants). Quand aux relations avec les nouveaux habitants, notamment ceux des résidences situées le long du canal, elles semblent pour l'instant inexistantes. « *On les voient, ils ont leur voiture, ils disent pas bonjour et rentrent chez eux* », exprime une jeune fille.

Mais, au-delà de l'intégration des nouveaux et des anciens habitants, c'est autour des relations inter-générationnelles que semblent se cristalliser les difficultés. Une partie des habitants constate une véritable fracture entre les jeunes et les adultes¹² : « *Il faut renouer un lien* ». Comme partout, les regroupements et les nuisances qu'ils impliquent, dans les espaces publics et dans les parties communes des bâtiments, minent les relations. Les occasions de dialogue et de confrontation constructive sont de plus en plus rares en raison également du regard de plus en plus négatif qu'une partie des adultes porte sur la jeunesse. « *Il faut reconnaître que pour certains, les jeunes sont tous des délinquants, des fumeurs...* ».

Au sein même de la jeunesse, les relations filles-garçons semblent souffrir d'un très fort cloisonnement. Si ce thème n'a pas été directement abordé, les échanges avec les jeunes filles ont montré que la présence de ces dernières dans l'espace public mais aussi au sein de la Maison des Jeunes s'avère parfois problématique en raison d'une occupation massive par les garçons. « *Ils nous tapent* », même si « *c'est pas méchant, c'est juste pour rigoler* ». Les rapports de genre, fortement marqués par des rôles sexués, se déploient sous le contrôle très strict des pairs. Ainsi, plusieurs jeunes, filles et garçons ont mentionné la quasi-impossibilité, réelle ou ressentie, d'afficher une relation amoureuse dans l'espace du quartier.

Contre ces cloisonnements et face à ces facteurs de fragilisation du lien social, certains projets semblent pourtant avoir donné des résultats, tels que la réalisation de la fresque sur le mur de la Maison d'Espagne, occasion pendant un mois d'un mélange de populations et de générations. « *C'était une très belle rencontre. [...] Il faut faire vivre cet espoir, renouer, reprendre les festivités et les lieux de rencontre. C'est à nous de remettre la flamme, il faut y travailler. Ça va être long mais il ne faut pas tout voir en noir* » (source ; consultation des habitants).

Mais l'envie de relancer une dynamique festive sur le quartier le dispute souvent au découragement d'une partie des habitants. Le tissu associatif semble notamment très fragilisé. L'association Landy fonctionnerait en vase clos avec des membres de plus en plus en proie à un sentiment de perte de contrôle face aux évolutions du quartier. L'association des femmes du Landy est fragilisée par le relogement de certaines en dehors du quartier et les situations très précaires des autres. « *Les gens n'ont pas forcément envie de rester. Ils n'arrivent pas à se projeter dans ce que peut devenir le quartier* » (source : groupe d'analyse partagée)

¹² *Même si les jeunes garçons, encore une fois, ont exprimé l'idée d'une amélioration : « Il n'y a plus d'embrouilles », il n'y a « pas plus de commères qu'ailleurs ».*

La situation est encore une fois relativement similaire sur le quartier du Marcreux où la consultation des habitants a également mis en évidence un manque d'interactions entre les différentes catégories d'habitants. Les plus anciens font état d'un attachement important au Marcreux. Ils ont, à l'époque de leur emménagement, choisi d'habiter le quartier et, quand ça n'a pas été le cas, sont là depuis suffisamment longtemps pour avoir eu le temps de nouer des liens avec le voisinage et de construire leurs repères. Ces habitants ont d'ailleurs développé, dans certains cas, des pratiques d'entraide et de solidarité. Les nouveaux habitants sont par contre beaucoup plus en retrait et deux cas de figure semblent se dessiner :

- Certains sont arrivés dans le quartier « *par défaut* », parce que c'est ici qu'ils pouvaient trouver une solution de logement. « *Je ne trouvais pas ailleurs, c'était le seul endroit disponible* » ou encore « *le propriétaire était moins exigeant* », que ce soit en terme de caution, de garanties ou de papiers (source : consultation des habitants) Ces familles sont souvent confrontées à des situations locatives très précaires, notamment ceux résidant dans la rue du Port, et en posture de rejet du quartier. Plusieurs personnes disent vouloir partir, quitter le Marcreux.
- D'autre part, les habitants des nouvelles résidences, principalement rue Colonel Fabian, pour certains venus de l'extérieur d'Aubervilliers, n'utilisent encore que très peu les équipements et commodités locales, conservant des habitudes de consommation ou de loisirs liées à leur lieu de résidence précédent ou à leur lieu de travail. La difficulté à mobiliser ces nouveaux habitants dans le diagnostic, malgré les efforts de communication entrepris, a été révélatrice de leur très faible ancrage dans la vie locale.

Les relations de voisinage ne semblent pourtant pas, comme sur le Landy, marquées par un processus de dégradation. Tout au plus se situent-elles sur le terrain de l'indifférence, réduites au strict minimum d'un « bonjour-au revoir ». Les relations inter-générationnelles n'ont pas non plus été citées comme problématiques, peut-être en raison du profil des personnes interrogées, parmi lesquelles beaucoup de mères de familles¹³. Par contre, l'implication dans la vie locale, que ce soit à l'échelle du quartier ou de la ville, apparaît comme assez limitée. Une partie des habitants a ainsi témoigné d'une méconnaissance des animations et activités en dehors de celles proposées à la Maison des Pratiques de Bien-être et de Santé, et personne n'a participé à la fête de quartier du Landy.

V – Orientations et pistes d'action

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

Pistes d'action évoquées en 2007

- Renforcement des services publics sur le quartier : étudier l'installation de services de santé, renforcer la présence de la police municipale et demander des engagements au nouveau commissariat de la Plaine.
- Mise en place d'activités et d'animations dans le cadre de la restructuration du centre Roser. Propositions : ateliers cuisine, couture, coiffure, projections de films et débat, cours

¹³ *Quand sur le Landy, les membres de l'équipe d'animation et les habitants relais sont plutôt représentatifs d'une population vieillissante*

de musique, événements culturels...

- Relance de la fête de quartier

Actions réalisées et améliorations survenues depuis

- Document de synthèse sur le thème du développement commercial remis au service commerce
- Construction du programme Olivetti
- Réalisation de la fresque
- Sorties culturelles et familiales
- Reprise des fêtes de quartier annuelles : présence de 300 à 400 personnes, implication de tous les partenaires institutionnels et associatifs
- Création de l'association Landy Mousso et mise en place, avec celle-ci, d'un atelier couture

Propositions émanant de l'actualisation du diagnostic :

- **Développer des espaces informels et des occasions de rencontre et de convivialité**
 - **Ouverture du centre Roser aux initiatives portées par les groupes organisés**
 - Travail à mener avec la participation des usagers quant aux usages possibles de deux salles mutualisées ou de la cuisine pédagogique.
 - Besoin d'agent d'accueil pour que l'équipement puisse être largement ouvert sur le quartier.
 - **Relancer des repas, des moments festifs et des animations, en plus de la fête de quartiers**
 - *Sur le modèle par exemple des Bourses aux jouets et vêtements de Vallès-La Frette*
- **Favoriser les rencontres autour d'activités et de sorties**
 - **Mettre en place un calendrier d'activités et de sorties à l'extérieur du quartier**
 - Construire une programmation trimestrielle ou annuelle, à partir des événements culturels, sportifs ou festifs proposés sur la ville.
 - Organiser un point de ralliement au départ de la Maison des Pratiques et du Centre Roser et un accompagnement collectif des participants
 - **Favoriser les sorties intergénérationnelles**
- **Consolider et pacifier la place des jeunes dans le quartier**
 - **Susciter la mise en place d'un groupe jeunes au sein du Conseil de quartier**
 - S'appuyer dans un premier temps sur les jeunes du quartier faisant partie du CLJ.

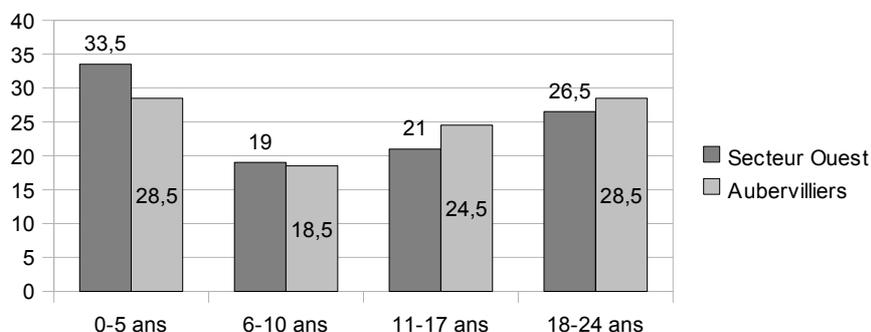
Profiter des rencontres décentralisées de la jeunesse pour identifier des jeunes susceptibles de s'impliquer

- Mener un double travail préparatoire : avec un groupe de jeunes pour qu'ils soient en mesure de formuler leurs propositions et d'être porte-parole de la jeunesse du quartier, avec les membres du conseil de quartier pour qu'ils soient aptes à entendre ce que les jeunes ont à dire.
- **Travailler la présence des filles sur le quartier et les relations filles-garçons**
 - La Maison des Pratiques fait déjà des interventions dans les classes de 3ème du collège Rosa Luxemburg. Travailler plus tôt et en impliquant les parents : utiliser les espaces qui seront ouverts dans le cadre du projet parentalité de la MPBES.
 - Travail à mener en partenariat avec la Maison des Jeunes : rôle des animateurs, passerelles entre des sphères d'activité sexuées...

EDUCATION ET FORMATION

Le secteur est, à l'échelle de la ville, celui sur lequel la jeunesse est le plus fortement représentée (voir Présentation générale), avec deux tranches d'âge particulièrement nombreuses, à savoir les enfants de moins de 6 ans et, dans une moindre mesure les jeunes adultes (18-24 ans).

Répartition des moins de 25 ans par tranche d'âge, en % (INSEE 2006)



Le nombre d'enfants en bas âge a fortement progressé par rapport à 1999 : alors qu'à l'époque, environ 525 enfants de moins de 6 ans étaient recensés, cet effectif a augmenté, en 2006, pour atteindre quelques 880 enfants, dont environ la moitié sont âgés de moins de 2 ans (source INSEE). Autant dire que les besoins en mode d'accueil s'avèrent, plus encore qu'à l'échelle de la ville dans son ensemble, cruciaux sur le secteur Landy-Marcreux-Plaine-Pressensé .

I – Des modes d'accueil de la Petite Enfance largement insuffisants

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

Le manque de structures d'accueil de la petite enfance constituait en 2007 un problème majeur pour de nombreuses familles et un frein à l'emploi pour les femmes. Il était déjà souligné, à l'époque, que la multiplication à venir du nombre d'habitants allait sans doute renforcer la demande.

Depuis plusieurs évolutions peuvent être constatées sur le quartier du Landy. Première d'entre elles, la question de l'accueil des enfants n'a pas été abordée par les habitants consultés fin 2009. Mais encore une fois, le profil des groupes consultés entre sans doute en ligne de compte, dans le sens où les personnes de part leur âge se sentent sans doute moins concernées par cette question. Seconde évolution, une structure d'accueil de la petite enfance pourrait être envisagée au sein du programme de construction Eiffage. Le projet est actuellement à l'étude. Ce dernier, toutefois, ne permettra sans doute pas de répondre à tous les besoins, alors que, troisième évolution, la halte-jeux implantée au sein de la PMI de secteur est appelée à cesser ses activités.

Sur le Marcreux, la problématique de l'accueil de la Petite enfance a, au contraire, été largement mise

en discussion par les habitants consultés, pour beaucoup des mères de famille. Ces dernières ont fait part de leurs difficultés, notamment en matière d'accès aux crèches et à la halte-jeux mais aussi en terme d'amplitude horaire d'ouverture des structures : « *quand on travaille tard, nos horaires ne correspondent pas aux horaires de la crèche* ». Sans parler des difficultés à trouver des solutions ponctuelles pour les femmes ne travaillant pas mais participant, par exemple, à un cours d'alphabétisation¹⁴. Comme dans tous les quartiers, les femmes consultées disent alors rechercher des solutions alternatives, par le biais de l'entourage familial ou du voisinage. Des solutions de débrouille qui n'assurent ni la continuité dans l'accueil de l'enfant ni la garantie d'une prise en charge adaptée.

- Comme ailleurs sur la ville, le recours aux assistantes maternelles reste une solution méconnue. Le groupe d'habitants consultés sur le Marcreux dit n'en connaître aucune sur le quartier ou à proximité et tend à penser que les tarifs d'une telle prestation dépassent leurs possibilités. Les professionnels du quartier observent une méconnaissance des possibilités de financement CAF¹⁵, mais aussi un manque de confiance assez récurrent envers les assistantes maternelles qui, parce qu'elles exercent à domicile, ne seraient pas toujours perçues comme des professionnelles (source : groupe d'analyse partagée).
- Pourtant, beaucoup de femmes du quartier expriment leur souhait de pouvoir intégrer une formation d'assistante maternelle. C'était, en 2007, également le cas sur le quartier du Landy. Pour les femmes les plus éloignées de l'emploi mais aussi, parfois, en perte de confiance en elles, ce métier, qui s'exerce en outre à domicile, apparaît souvent, comme la seule activité professionnelle pour lesquelles, en tant que mères, elles se sentent des compétences. Mais, comme sur le Landy, la plupart de ces femmes ne disposent pas des conditions de logement satisfaisantes pour pouvoir prétendre à un agrément.

II – Accès des enfants et des jeunes aux loisirs et aux sports

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

Malgré la présence sur le quartier de plusieurs équipements, l'accès des enfants aux loisirs et aux sports constituait, en 2007, une priorité des parents consultés sur le quartier du Landy, alors que la plupart des activités entraînaient, selon eux, la nécessité d'un déplacement de « l'autre côté du canal ». Demandant déjà des sacrifices et beaucoup d'organisation aux parents véhiculés, ces activités s'avéraient alors inaccessibles aux parents dépendant des transports en commun, encore plus dans le cas des fratries.

Quant à la jeunesse, si les structures existantes constituaient des points de repères fondamentaux, le manque de moyens, notamment humains, rendait difficile de répondre à la demande très forte d'accompagnement des jeunes. Ces derniers semblaient en effet notamment demander une diversification des activités, séjours ou sorties proposées par la Maison des Jeunes. Par ailleurs, le départ en 2007 de l'éducateur spécialisé du SCHS intervenant sur le quartier a fragilisé le suivi éducatif.

14 *A l'échelle de la ville, une crèche destinée aux parents en parcours d'insertion devrait toutefois prendre en compte ces besoins.*

15 *Même si, en dépit de ces aides, le fait de devoir avancer la somme représente un frein considérable pour les ménages les plus précaires.*

Le quartier du Landy dispose pourtant d'un bon réseau d'équipements et de structures destinées à l'enfance et à la jeunesse parmi lesquels le centre de loisirs maternels Doisneau proposant des activités de loisirs et d'éveil ainsi que la mise en œuvre de projets culturels pour les 2-5 ans, la Maison de l'Enfance Roser destiné aux enfants de 6 à 13 ans et la Maison des Jeunes Rosa Luxembourg, au sein de laquelle un volet d'activité plus spécifiquement dédiée aux filles a pu se mettre en place (groupe de danse hip-hop). La bibliothèque Paul Eluard, enfin, dispose d'une section jeunesse.

A l'inverse, le quartier du Marcreux souffre d'une absence totale d'équipements destinés à la jeunesse en matière de loisirs éducatifs. Si certains, parmi les adolescents consultés par le biais de la Maison des Pratiques disent fréquenter la Maison des Jeunes du Landy, le clivage reste encore très marqué entre les deux quartiers et les déplacements particulièrement problématiques dans le cadre des enfants et des jeunes filles. « *Les mères ne les laissent pas y aller, elles ont peur* » (source : groupe d'analyse partagée). Pour les plus jeunes, la proximité de la Maison de l'Enfance Solomon, en limite du quartier Centre-ville peut en partie compenser ce déficit de structures à la condition de développer des passerelles et de renforcer les mobilités.

La zone du Pressensé, enfin, ne dispose, non plus, d'aucun équipement dédié à l'enfance et à la jeunesse. L'OMJA envisage cependant d'y ouvrir un local jeunesse en rez-de-chaussée d'un immeuble, pour y proposer notamment une aide aux devoirs.

III – Éducation et scolarité : le besoin d'un accompagnement renforcé des enfants et de leur famille

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

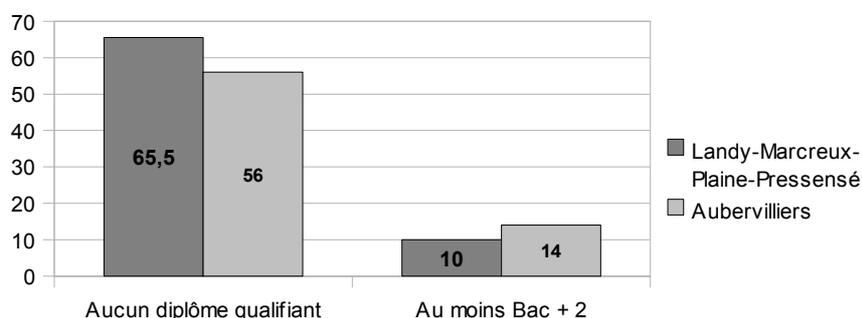
Les parents sont conscients des difficultés rencontrées dans l'éducation des enfants et demandent de l'aide aussi bien pour la scolarité que pour les questions éducatives, autour desquelles ils souhaiteraient avoir des moments d'échanges collectifs avec des professionnels.

En 2006, l'Ouest représente le secteur de la ville où les niveaux de formation de la population sont encore les plus faibles. Plus de la moitié des habitants de plus de 15 ans non scolarisés ne dispose d'aucun diplôme, pas même le certificat d'études ou le BEPC. Plus de 65 % n'ont aucun diplôme qualifiant, soit dix points de plus qu'à l'échelle de la ville.

- L'absence de tout diplôme est une situation particulièrement récurrente au sein de la population résidant actuellement sur la zone de la Plaine puisque près de 73 % de la population de plus de 15 ans non scolarisée est concernée en 2006 (source : INSEE)
- A l'échelle du secteur, la part des non-diplômés a toutefois légèrement régressé entre 1999 et 2006 : elle s'élevait, au dernier recensement à plus de 70 %. Pourtant en effectifs, le nombre de non-diplômés a légèrement augmenté.
- Dans le même temps, la part de population disposant d'un diplôme de niveau au moins

équivalent à bac + 2 a progressé à l'échelle du secteur, plus rapidement d'ailleurs qu'au niveau de la ville, même si elle reste en dessous de la moyenne communale.

Part de population de plus de 15 ans ne disposant d'aucun diplôme qualifiant (INSEE 06)



Une amélioration se dessine aussi en ce qui concerne la longueur des cursus scolaires. En 1999, seuls 40 % des 15-24 ans du quartier étaient encore scolarisés. En 2006, ils sont 55 % en ce cas, soit une très forte progression même si, là encore, le secteur se situe en dessous de la moyenne communale (INSEE 2006).

Les jeunes consultés sur le Landy, notamment les jeunes filles qui se sont plus exprimées, semblent développer un rapport assez désabusé à l'école. Plusieurs, parmi elles, semblent en situation de décrochage : « *J'ai pas d'aide, j'en ai pas besoin. Je rentre des cours et si je ne comprends pas, je comprends pas* », dit l'une. « *On a besoin d'aide, mais on demande pas* », répond une autre. Une troisième évoque les raisons d'un absentéisme important : « *J'étais malade, je sais pas, j'avais pas envie d'aller en cours, j'avais pas la tête à ça* ».

- Toutes expriment un sentiment d'impuissance et presque d'abandon par rapport au lycée, comme si, dans la perception qu'elles ont de l'institution, tout leur signifiait qu'elles n'ont pas d'avenir possible. « *Là où je suis, ils nous donnent pas de devoirs, ils savent que les élèves ne feront rien. Quand je suis chez moi, j'arrête, je lâche l'affaire* ». Le manque de moyens attribués à l'Education nationale, notamment pour le remplacement des professeurs, renforce cette impression d'une école déqualifiée : « *au début, on n'avait pas de prof d'anglais, on a eu un remplaçant et au bout d'un jour il a démissionné* ».
- Ces propos doivent parfois être pris avec précaution. Ils s'inscrivent aussi dans un discours ambiant volontiers critique sur les conditions de scolarité. Dans d'autres quartiers, notamment sur le secteur Nord, des jeunes pourtant scolarisés dans un établissement récemment rénové, ont ainsi largement insisté sur l'état de délabrement de leur collège, comme si les moyens ne leur étaient pas donnés de pouvoir étudier dans des conditions assurant leur réussite scolaire.
- Mais un autre élément entre en jeu alors que ces jeunes filles évoquent, par rapport au collège, des difficultés accrues à trouver leur place au lycée, en raison notamment de la plus grande mixité des élèves. « *Au collège, on se connaît tous, on est du même quartier, alors qu'au lycée, ils viennent de partout* ». Quitter le cadre exclusif du quartier pour se confronter à des jeunes issus d'autres secteurs de la ville ne semble pas toujours chose facile pour des jeunes filles

fortement soucieuses de la mauvaise réputation dont souffre le Landy.

Les jeunes rencontrés dans le quartier du Marcreux, scolarisés au collège Rosa Luxemburg, semblent également développer un regard assez négatif sur leurs conditions de scolarité, évoquant des dégradations au sein de l'établissement mais aussi des rapports parfois difficiles avec les enseignants¹⁶. La plupart de ces adolescents, pourtant, font état de projets professionnels assez ambitieux, au même titre d'ailleurs que certaines des jeunes filles rencontrées au Landy. Médecin, avocat, chirurgien ingénieur, professeur... « *Ces jeunes sont très poussés par leurs parents, comme d'ailleurs la plupart des enfants du quartier* », notent les professionnels intervenant auprès des familles du Marcreux.

Les parents, pourtant, se sentent en partie démunis pour accompagner autant qu'ils le souhaiteraient la scolarité de leurs enfants et les étapes de leur orientation. « *Ce sont les grands frères et les sœurs qui aident les plus jeunes* ». Le mal-logement constitue un motif d'inquiétudes supplémentaire : « *les enfants ne sont pas dans de bonnes conditions pour l'école. Ils dorment mal, ont des problèmes d'allergies, ils n'ont pas de place pour travailler au calme* ». Tous les jeunes collégiens rencontrés fréquentent d'ailleurs l'aide aux devoirs proposé par l'OMJA au sein de la Maison des Pratiques de Bien-être et de Santé. Mais le besoin de soutien dès les classes primaires est fortement exprimé par les familles, que ce soit en matière d'aide aux devoirs hors établissement ou d'accompagnement et d'orientation des parents sur tout ce qui concerne la scolarité. La mise en place d'un atelier socio-linguistique au sein du collège Rosa Luxemburg est une première réponse à ce besoin d'une meilleure appropriation des modes de fonctionnement du système scolaire français.

Plus largement, les parents consultés sur le Marcreux, comme ceux du Landy en 2007, ont fait part de leur besoin de lieux de dialogue, de rencontres et d'échanges autour des questions éducatives en général. La Maison des Pratiques de Bien-être et de Santé a expérimenté en 2009 un espace-familles susceptible de représenter un espace d'échanges entre mamans. Mais le groupe, auto-géré, n'a pas tenu. Un nouveau projet parentalité est donc en passe d'être relancé, articulé autour d'intervenants spécialisés susceptibles d'animer des discussions autour de thèmes spécifiques. Le diagnostic social et les échanges entre les professionnels, au sein du groupe d'analyse partagée, ont d'ailleurs permis de nourrir encore plus le contenu de ce projet.

IV- Orientations et pistes d'action

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

Actions envisagées en 2007

- Document de synthèse transmis aux élus et services concernés sur le manque de structures d'accueil de la Petite enfance
- Information collective sur le métier d'assistante maternelle avec les femmes du groupe d'alphabétisation
- Réflexion sur l'accès des enfants aux sports et aux loisirs : mise en place de système d'accompagnement groupé, développement d'activités supplémentaires sur le quartier

¹⁶ Là encore, les discours ne correspondent pas forcément aux réalités

- Poursuite du travail sur l'aide aux devoirs
- Travail sur la parentalité avec la Réussite éducative

Actions réalisées et améliorations en cours

- Programmes de découverte des sports et loisirs au CLP
- Ateliers avec les Petits Débrouillards
- Mise en place de nouveaux ateliers à la Maison des Jeunes
- Trois rencontres « parentalité » en 2007-2008
- Poursuite de « fais tes devoirs, tu joueras après », en 2008-2009
- Mise en place d'un atelier aide aux devoirs par la Maison des Jeunes
- Participation des jeunes à des actions inter-générationnelles
- Recrutement d'un éducateur spécialisé : note d'alerte faisant état de la demande de l'ensemble des partenaires du quartier envoyée au maire, négociations en cours avec le Conseil général.

Propositions émanant de l'actualisation du diagnostic :

- **Renforcer les solutions d'accueil de la Petite Enfance et le soutien à la parentalité**
 - **Travailler l'image des assistantes maternelles**, notamment sur la question des tarifs et du professionnalisme
 - **Appuyer le projet de relance de l'espace familles par la MPBES.**
 - Intégrer la question des relations filles-garçons, de l'orientation scolaire des enfants, etc.
 - Intégrer le Landy dans cette démarche en organisant des séances décentralisées au centre Roser ou en organisant des déplacements collectifs de mamans du Landy à la Maison des Pratiques
- **Renforcer l'accompagnement à la scolarité**
 - **Réfléchir à des solutions alternatives de soutien scolaire au niveau primaire**
 - Appui à la constitution d'une association de bénévoles qui pourrait se développer dans le cadre du centre Roser, identifier des volontaires par le biais de la bourse du bénévolat de la vie associative
 - Organiser alors le déplacement des enfants du Marcreux, avec points de regroupement à la MPBES
 - **Développer et élargir l'action menée en cours d'alphabétisation sur le fonctionnement de la vie scolaire** (notamment sur le collège) :
 - A intégrer dans un projet parentalité en lien avec l'espace familles de la MPBES

- **Renforcer les possibilités d'accès aux loisirs des jeunes**
 - **Étudier sur le long terme la possibilité d'une Maison de jeunes** recrutant sur les secteurs Marcreux, Centre-ville et Firmin-Gémier Sadi-Carnot
 - **Faciliter l'accès des jeunes du Marcreux à la Maison des jeunes du Landy**
 - Organiser des départs groupés de jeunes du Marcreux vers la maison des jeunes du Landy avec point de regroupements à la MPBES
 - Travailler avec les parents pour les sensibiliser aux activités proposées à la Maison des Jeunes et les rassurer sur les conditions d'accueil (peur des mauvaises fréquentations), baliser le parcours avec eux
 - **Organiser des transports collectifs pour faciliter l'accès aux loisirs en dehors du quartier**
 - Les parents n'accompagnent pas forcément les enfants aux activités de loisirs ; ce n'est pas perçu comme une priorité au sein des familles.
 - Voir le partenariat possible avec l'école des sports.

PAUVRETE, EMPLOI ET INSERTION

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

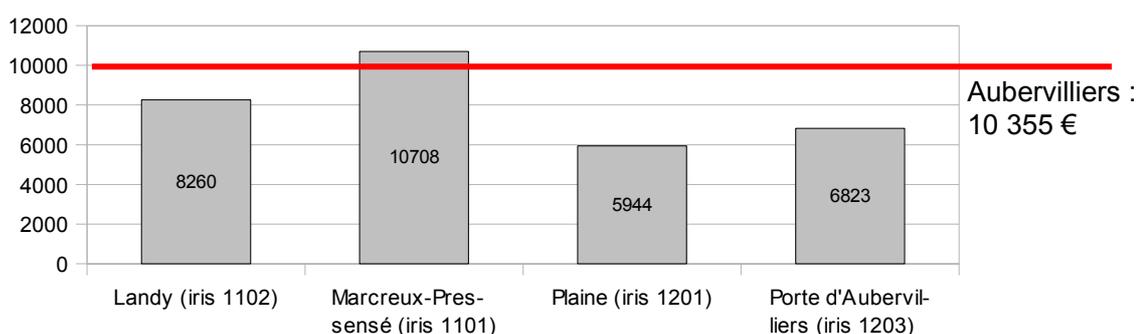
La grande pauvreté dans laquelle vivent beaucoup de familles rend difficile leur intégration dans la vie sociale en générale. Deux catégories sont particulièrement frappées : les sans-papiers qui se retrouvent bloqués sur tous les fronts et les femmes qui subissent le poids des inégalités de sexe.

I – Le secteur le plus pauvre de toute la ville

Les niveaux de revenus reflètent les grandes difficultés financières auxquelles est confrontée une part très importante de la population du secteur Landy-Marcreux-Plaine-Pressensé. Entre 2001 et 2006, le revenu médian par an par unité de consommation¹⁷ a diversement évolué sur les différents îlots.

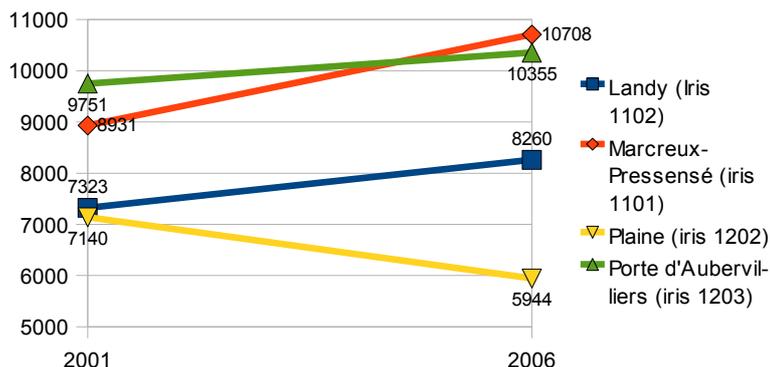
- Il a progressé sur la partie Landy-Marcreux-Pressensé, ainsi que sur le Sud du secteur. Il a par contre largement régressé sur la partie correspondant à la Plaine. Surtout, en 2006, ce revenu médian est presque partout en dessous de la moyenne communale et, à plus forte raison de la moyenne départementale et nationale.
- La Plaine et la zone correspondant à la Porte d'Aubervilliers, au Sud, sont même particulièrement précarisées. Seul l'îlot correspondant à une partie du Marcreux et du Pressensé présente un revenu médian par an et par UC légèrement meilleur qu'à l'échelle de la ville, après une forte progression (+20 %) entre 2001 et 2006 (source : DGI, traitement INSEE).

Revenu médian par an et par UC, en €, année 2006 (DGI, INSEE 2006)



¹⁷ Le revenu médian correspond au montant de revenu en dessous et au dessus duquel vit la moitié de la population. Le revenu pris en compte ici est le revenu fiscal, comprenant les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage (hors RMI) L'unité de consommation est quant à elle un système de pondération permettant d'établir des comparaisons entre des ménages de taille différente. Un coefficient unique est attribué à chaque membre du ménage : le premier adulte vaut 1 unité, le second adulte vaut 0,5, les enfants de 0 à 14 ans en valent 0,3 et ceux de 14 et 18 ans, 0,5.

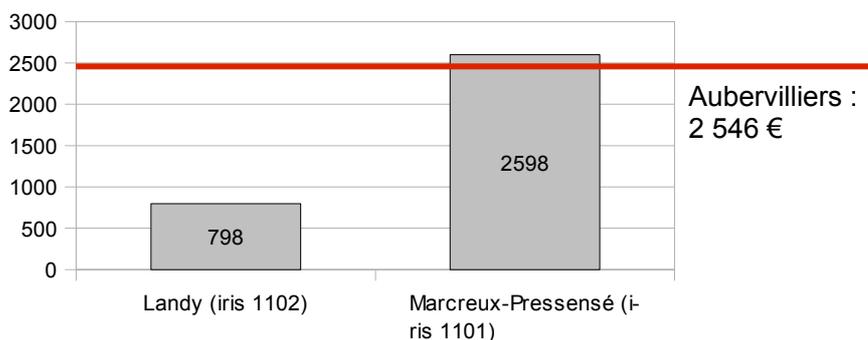
Évolution du revenu médian par an et par UC, entre 2001 et 2006, en € (DGI, INSEE)



Les inégalités sont également particulièrement marquées. Nous ne disposons pas de données pour la partie correspondant à la Plaine et à la Porte d'Aubervilliers. Mais, sur l'îlot correspondant à la plus grande partie du Landy, le rapport interdécile¹⁸ s'élève en 2006 à 25, contre un peu moins de 10 à l'échelle de la ville. Cela signifie que les 10 % les plus pauvres ont déclaré un revenu fiscal 25 fois moins important que les 10 % les plus riches. Sur cette partie du quartier, les inégalités ont fortement progressé depuis 2001, date à laquelle le rapport inter-décile s'élevait déjà à 16. Elles seront sans doute amenés à se creuser encore sous le coup des nouveaux programmes de construction et de l'arrivée d'une population présentant de meilleurs niveaux de vie. Sur la partie correspondant à une partie du Marcreux et au Pressensé, les inégalités sont par contre légèrement moins fortes qu'à l'échelle d'Aubervilliers, avec un rapport interdécile de 8,5 en 2006. Mais elles ont également subi une légère hausse depuis 2001 (+ 1 point).

Cette évolution est avant tout passé par un recul du niveau de revenu fiscal au-dessus duquel se situent les plus riches. La situation est par contre restée stable pour les 10 % les plus pauvres. Ce qui n'est pas le cas sur le quartier du Landy où le revenu fiscal déclaré par les 10 % les plus pauvres, déjà le plus faible de la ville, a subi un véritable effondrement, passant de 1 134 € par an et par unité de consommation en 2001 à moins de 800 € en 2006¹⁹

Montant de revenu fiscal en dessous duquel vivent les 10 % les plus pauvres (DGI, INSEE 2006)



Fin 2003, 65 % des allocataires de la CAF résidant sur le secteur se situaient sous le seuil de bas revenus. C'était le taux le plus élevé de la ville, correspondant pratiquement au double de la moyenne

¹⁸ Rapport entre le montant de revenu au dessus duquel vivent les 10 % les plus riches et le montant de revenu au dessous duquel vivent les 10 % les plus pauvres.

¹⁹ Avec cependant une légère reprise par rapport à 2005.

régionale. Depuis, tous les indicateurs convergent pour révéler la persistance d'une forte précarité :

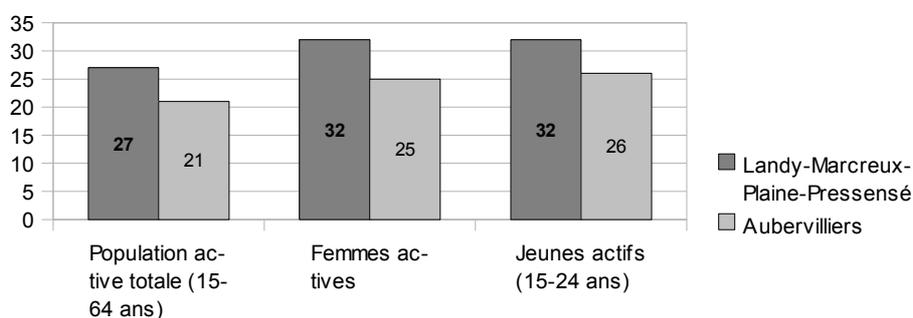
- En 2009, 19 % de la population couverte par la CAF à l'échelle du secteur bénéficie ainsi de la CMU complémentaire²⁰ contre 16,5 % en moyenne communale. Ce chiffre ne tient en outre pas compte de l'ensemble des personnes susceptibles de ne pas pouvoir accéder à ce dispositif mais bénéficiant peut-être de l'Aide médicale aux étrangers.
- Un allocataire sur quatre n'a que les prestations sociales comme unique source de revenus. Parmi ces allocataires, un peu plus de 21 % perçoivent, en 2008, le Revenu minimum d'insertion. C'est légèrement moins que la moyenne communale mais, là encore, on peut envisager qu'une partie importante de la population, du fait de sa situation administrative, ne peut pas prétendre au RMI.

II – Accès à l'emploi : la multiplication des solutions de débrouille

Les petits salaires et les emplois précaires s'avèrent le lot quotidien d'une partie des habitants consultés en 2009. A l'échelle de la population globale du secteur, 17 % des salariés travaillent, en 2006, à temps partiel, soit un peu plus qu'à l'échelle de la ville. Plus de 19 % occupent des emplois à durée déterminé (CDD, intérim, emplois aidés, apprentissage ou stage rémunéré) soit deux points de plus qu'en moyenne communale (INSEE 2006). Mais ces indicateurs ne reflètent pas une autre réalité, celle du recours à des pratiques professionnelles non déclarées, nombreuses en raison notamment de la forte présence de personnes sans-papiers. Parmi les adultes consultés sur le Marcreux, plusieurs ont affirmé avoir recours à de telles solutions « pour s'en sortir ».

La situation administrative n'est pas le seul frein sur un secteur où la situation de l'emploi reste particulièrement dégradée. Le taux de chômage²¹ a certes diminué depuis 1999, passant de 33 à 27 % de la population active de plus de 15 ans. Mais il reste largement au dessus du taux constaté sur Aubervilliers dans son ensemble et, plus généralement, aux échelles départementale et nationale. Comme partout, les femmes et les jeunes sont plus particulièrement concernés. Les taux de chômage de ces deux catégories battent des records sur le secteur Landy-Marcreux-Plaine-Pressensé.

Taux de chômage, en % des actifs (INSEE 2006)



20 La CMU complémentaire représente un indicateur de précarité dans le sens où son attribution est conditionnée à un plafond de ressources assez bas. A titre d'exemple, le plafond de ressource maximal pour une personne seule s'élève à 7 521 € (ressources annuelles incluant les revenus du travail mais aussi certaines prestations sociales) et à environ 16 000 € par an pour un ménage de 4 personnes.

21 Au sens du recensement : correspond à l'ensemble des personnes ayant déclaré être à la recherche d'un emploi, indépendamment de leur inscription ou non au Pôle Emploi.

Les femmes sont d'ailleurs globalement moins actives sur le secteur qu'à l'échelle de la ville. Près de 30 % d'entre elles sont en effet considérées comme inactives, bien que n'étant ni en étude ni en retraite, soit près de 10 points de plus qu'à l'échelle de la ville. Cet indicateur tend à démontrer une forte présence sur le quartier des mères au foyer, sans doute à rapprocher de la proportion importante de familles nombreuses, mais aussi d'un éloignement particulièrement fort à l'emploi, y compris en raison des inégalités qui perdurent entre les sexes.

Hommes et femmes confondus, l'un des principaux freins demeurent le manque de formation. C'est le cas à l'échelle de la ville mais cette situation est encore plus marquée au niveau du secteur. A titre d'exemple, 43 % des demandeurs d'emploi de catégorie 1 inscrits fin 2007 ne disposaient d'aucun diplôme qualifiant, contre 36,5 % en moyenne communale. 33 % n'avaient pas même conclu le niveau 3ème. Pourtant, selon les professionnels, une partie de la population étrangère résidant sur le secteur dispose d'un « *bagage intellectuel et d'une expérience professionnelle* ». Parmi les femmes rencontrées, sur le Marcreux, certaines étaient enseignante ou infirmière. Mais, ces qualifications ne sont pas reconnues dans le contexte français. « *Elles ont aussi tellement intériorisé un stigmaté qu'elles ne cherchent même plus autre chose que des emplois de femmes de ménage* » (source : groupe d'analyse partagée).

Ce stigmaté est en grande partie lié aux conditions de logement qui, sur le Marcreux, représentent aussi un frein important parmi les conséquences qu'il provoque en termes de santé, de fatigue mais aussi d'estime de soi. Le mal-logement renforce à son tour les conséquences familiales du non accès à l'emploi. « *Le chômage apporte des conflits, des disputes dans le couple* ». Le logement, trop petit et le fait de ne pas en partir pour travailler accentuent encore la nervosité²². « *Les disputes se font devant les enfants, parce que les parents n'ont pas leur propre chambre* » (source : consultation des habitants).

Ces différents éléments sont autant de constats déjà largement soulignés en 2007 sur le quartier du Landy.

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

L'accès à l'emploi se heurte à de nombreux obstacles : la langue, la formation, la mobilité et encore une fois, surtout pour les femmes, la garde des enfants en bas âge. Les structures d'aide à l'insertion sont peu connues. Les jeunes du quartier, pour la plupart très peu qualifiés, ont été gravement déçus par l'arrivée du Stade de France, où ils espéraient trouver des débouchés qui finalement ont surtout bénéficié aux jeunes de Saint-Denis. Se sentant exclus de cette opportunité, leur colère s'exprime parfois de manière violente, par exemple avec la dégradation des véhicules stationnés les soirs de match.

Les services présents sur le quartier ont une grande importance pour les habitants mais ne parviennent pas à satisfaire la demande très forte d'écoute et d'aide sociale des familles. Un point d'accueil, d'information et d'orientation paraît indispensable.

²² Sur un autre quartier, des femmes ont évoqué des « *maris comme des cocotte-minutes* » quand ils ne travaillent pas.

Comme sur le Landy, les dispositifs de formation et d'insertion professionnelle semblent assez peu connus et appropriés par une partie de la population du Marcreux. Les habitants rencontrés en 2009 disent par exemple ne pas savoir où trouver l'information. En attendant les possibilités nouvelles que permettra la crèche destinée aux parents en parcours d'insertion, les femmes sont également soumises aux mêmes difficultés de garde d'enfants pour se rendre dans les structures. Des structures qui, en outre, ne leur semblent pas toujours facilement accessibles ni utiles pour résoudre leur situation personnelle.

C'est par exemple le cas du Pôle emploi. La plupart des femmes consultées s'y disent inscrites. Pour autant, leur recherche d'emploi s'effectue plutôt dans le cadre du réseau de connaissances. L'éloignement géographique de la structure et les difficultés liées à l'utilisation des transports collectifs (voir Logement et cadre de vie) sont avancées comme l'une des raisons de cette faible utilisation du service public de l'emploi. Mais d'autres éléments doivent rentrer en jeu alors que, pour accéder à un emploi même précaire, nombre de travailleurs sont en effet souvent amenés à parcourir des distances considérables, y compris tôt le matin ou tard le soir.

Nous pouvons alors nous demander si le rapport assez distant au service public de l'emploi ne s'explique pas aussi par le sentiment de ne rien pouvoir en attendre en terme d'écoute et d'accompagnement. Comme sur le Landy, s'exprime le besoin d'un accompagnement plus personnalisé et plus proche. « *Il manque une association, sur le quartier, pour aider les personnes sur les questions d'emploi* » (source : consultation des habitants).

IV- Orientations et pistes d'action

Diagnostic 2007 sur le quartier du Landy

Pistes d'action évoquées

- Réunions d'information ponctuelles avec le collectif des sans papiers d'Aubervilliers sur le quartier
- Réunions d'information sur les structures d'aide à l'insertion
- Mise en place de programmes d'insertion professionnelle pour les jeunes du quartier dans le cadre des clauses d'insertion du programme de rénovation urbaine, de la construction du centre commercial et des complexes hôteliers de la Porte d'Aubervilliers.
- Renforcer les fonctions d'accueil, d'information et d'orientation dans le cadre du nouveau centre Roser.

Actions réalisées et améliorations survenues

- Signature de la charte d'insertion du PRU et tentative de mobilisation des partenaires de l'insertion autour des clauses d'insertion
- Prise en compte des contraintes réglementaires pour l'accueil des petits enfants dans le programme du centre Roser.
- Bus de l'emploi et mois de l'emploi
- Réflexion autour de la mise en place de permanences d'accès aux droits et d'un atelier de recherche d'emploi dans le nouveau centre Roser.

Propositions émanant de l'actualisation du diagnostic :

- **Faire du centre Roser un pôle d'accueil, d'information et d'orientation à l'échelle du secteur :** Importance de l'agrément centre social.

- **Développer des ateliers de soutien à la recherche d'emploi,** dans le cadre du futur centre Roser. Nécessité d'un intervenant

- **Travail avec les jeunes autour de la découverte des métiers :**
 - Organiser des sorties collectives hors d'Aubervilliers, par exemple au Forum des métiers de la Vilette
 - Impliquer les parents : travailler, au sein du projet parentalité, la question de l'orientation pour qu'ils puissent s'en saisir (beaucoup se disent dépassés)

PARTENAIRES MOBILISES DANS LA DEMARCHE

Coordonnatrice de quartier : Sophie Durel

Partenaires :

-

L'ensemble des données statistiques proviennent des travaux d'Anne Foussat, responsable de l'Observatoire de la société locale.